

LE

IMPRIN
I

ACTE

POUR AMENDER

5
5/10/181

LES ACTES DE JUDICATURE

DU

B A S - C A N A D A .

20 VICTORIÆ, CAP. 44.



TORONTO:
IMPRIME PAR STEWART DERBISHIRE & GEORGE DESBARATS,
Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.

1857.

B15997-1

KF

8700

C85

1857a

Ad

A
réco
par
y a
à l
d'a
qu'
tion
par
et d
gis

I
ma
pre
com
du
que
rien
de
lieu
être

I
gée
vea



ANNO VICESIMO

VICTORIÆ REGINÆ.

CAP. XLIV.

Acte pour amender les actes de judicature du Bas Canada.

[Sanctionné le 10 Juin, 1857.]

ATTENDU que le développement de la richesse et de la population du Bas Canada, la subdivision qui en a été récemment faite en comtés pour les fins de la représentation parlementaire et le système municipal complet et effectif qui y a été établi, rendent expédient de pourvoir plus généralement à l'administration locale de la justice dans toutes les classes d'affaires, et offrent les moyens d'effectuer le dit objet ; et attendu qu'il est expédient en même temps de faire certaines améliorations dans la procédure suivie dans les cours de justice de la dite partie de la province : à ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

Préambule.

DIVISION NOUVELLE DU BAS CANADA EN DISTRICTS.

I. Le Bas Canada sera divisé en dix-neuf districts, en la manière indiquée dans la cédule A du présent acte, dont la première colonne contient le nom de chaque district—la seconde colonne, les endroits qui seront compris dans les limites du district—et la troisième colonne, le nom de l'endroit auquel ou près duquel seront tenues les séances de la cour supérieure et auquel sera située la cour de justice et prison de district ; pourvu que si le nom de l'endroit qui est le chef-lieu d'un district est changé, l'endroit continuera néanmoins à être le chef-lieu sous son nom nouveau.

Le Bas Canada divisé en 19 districts, comme dans la cédule A.

Proviso.

II. Une cour de justice et prison seront immédiatement érigées, en la manière prescrite ci-après, dans chacun des nouveaux districts mentionnés dans la dite cédule.

Cours de justice et prison dans les nouveaux districts.

La division nouvelle n'affectera pas la juridiction locale des cours civiles avant que l'acte soit en force pour les matières civiles.

III. La division nouvelle du Bas Canada en districts, laquelle doit se faire immédiatement afin que des bâties convenables puissent être érigées et que d'autres dispositions puissent être adoptées pour mettre le présent acte en pleine opération, n'apportera aucun changement dans la juridiction locale de la cour supérieure ou de la cour de circuit, dans et pour aucun des districts ou circuits actuels, jusqu'au jour qui sera fixé comme le jour auquel le présent acte aura son plein effet en matières civiles, dans les premières proclamations qui seront émises en vertu du présent acte pour déterminer l'époque à laquelle des termes de la cour supérieure et de la cour de circuit aux chefs-lieux devront être tenus dans les nouveaux districts, et par lesquelles dites proclamations le gouverneur déclarera les dits nouveaux districts établis pour toutes les fins de l'administration de la justice en matières civiles.

Ni celle des cours et juges de paix, etc., en matières criminelles, avant que l'acte soit en force pour les matières criminelles.

IV. Et pareillement, la dite nouvelle division n'apportera aucun changement dans la juridiction locale de la cour du banc de la reine, dans et pour aucun des districts actuels, dans l'exercice de sa juridiction en première instance en matières criminelles, ni dans la juridiction locale d'aucune cour de sessions de quartier ou autre cour ayant juridiction en matières criminelles ou d'aucun juge de paix ou autre fonctionnaire ou officier ayant juridiction ou devoir à remplir en matières criminelles, ni dans la juridiction locale ou autorité d'aucun juge de paix en matières civiles ou autrement, jusqu'au jour qui sera fixé comme le jour auquel le présent acte aura son plein effet en matières criminelles, dans la première proclamation qui sera émise en vertu du présent acte pour déterminer l'époque à laquelle les termes des cours du banc de la reine devront être tenus dans les nouveaux districts, et par laquelle proclamation le gouverneur déclarera les dits nouveaux districts établis pour toutes les fins de l'administration de la justice en matières criminelles.

Effet du changement dans les limites des districts actuels, limité.

V. Aucun des districts actuels, nonobstant les changements survenus dans ses limites en conséquence de la mise en force du présent acte en tout ou en partie, ne sera censé être un nouveau district, et tel changement n'affectera la nomination d'aucun juge, juge de paix ou officier, ni ses pouvoirs ou devoirs, excepté en autant qu'ils peuvent dépendre des limites locales du district ou qu'ils peuvent être affectés par d'autres dispositions du présent acte.

COURS ET JUGES.

Un quatrième juge puisné de la cour du banc de la reine pourra être nommé.

VI. Cette partie de la seconde section de l'acte de judicature de 1849, chapitre 37, qui limite à trois le nombre des juges puisnés de la cour du banc de la reine pour le Bas Canada, est par le présent abrogée, avec la quatrième section du même acte; et outre le juge en chef et les trois juges puisnés mentionnés dans la dite section, il y aura un quatrième juge puisné de

s, laquelle
venables
puissent
opération,
on locale
et pour au-
i sera fixé
in effet en

qui seront
l'époque à
cour de cir-
nouveaux dis-
erneur dé-
ates les fins

portera au-
du banc de
l'exercice
criminelles,
ons de quar-
criminelles
ou officier
criminelles,
uge de paix
ui sera fixé
plein effet en
ion qui sera
l'époque à
devront être
proclamation
établis pour
matières cri-

les change-
e la mise en
censé être un
a nomination
uvoirs ou de
des limites
par d'autres

de judicature
ore des juges
Bas Canada,
ion du même
puisnés men-
e juge puisné
de

de la dite cour, lequel sera nommé et qualifié en la même manière que les autres juges puisnés, et aura les mêmes pouvoirs, devoirs et salaire.

VII. Les juges de la dite cour résideront respectivement à Québec ou à Montréal ou aux environs, et deux d'entre eux au moins résideront à chacun des dits endroits. Où résideront les juges.

VIII. La dixième section du dit acte est par le présent abrogée; et quatre des juges de la dite cour en formeront le quorum en appel et pourvoi pour erreur, et pourront tenir la cour et en exercer tous les pouvoirs et autorité; et tout jugement ou ordre en appel ou pourvoi pour erreur dans lequel auront concouru trois juges de la cour en une séance d'icelle, aura la même force et effet que si tous les juges ainsi présents y eussent concouru; et nul jugement porté en appel ne sera infirmé, réformé ou confirmé sans le concours de trois juges de la dite cour. Quorum de la cour.
Il faudra trois juges pour confirmer ou infirmer un jugement.

IX. Cette partie de la troisième section de l'acte de judicature de 1849, chapitre 38, qui limite à dix le nombre des juges de la cour supérieure et qui fixe les endroits où ils résideront, est par le présent abrogée; et la dite cour supérieure sera composée de dix-huit juges, c'est-à-savoir: d'un juge en chef et de dix-sept juges puisnés; et lesquels juges, y compris le juge en chef, exerceront d'ordinaire leurs fonctions judiciaires dans le district ou les districts ou les comtés qui leur seront à cette fin respectivement prescrits et assignés de temps à autre par le gouverneur. Augmentation dans le nombre des juges de la cour supérieure.

X. Le juge en chef et les juges de la dite cour, en office lorsque la section précédente sera mise à effet, continueront de l'être en vertu de la commission qu'ils auront alors; les nouveaux juges de la cour et tous les juges qui y seront nommés à l'avenir seront choisis parmi les juges de circuit d'alors et les avocats de dix années de pratique au moins dans le barreau du Bas Canada, en la manière prescrite par l'acte cité en dernier lieu dont toutes les dispositions, jointes à celles de la loi, s'appliqueront à tous les juges de la dite cour. Les juges actuels seront continués: comment seront nommés et qualifiés les nouveaux juges.

XI. Quatre des juges de la dite cour résideront dans la cité de Montréal—trois dans la cité de Québec—un dans la ville des Trois-Rivières—un dans la ville de Sherbrooke—un dans le village d'Aylmè ou dans le voisinage immédiat des dits endroits respectivement,—deux dans le district de Gaspé et un dans le district de Saguenay, aux endroits que le gouverneur déterminera; et les autres, aux endroits que le gouverneur fixera dans le district ou les districts dans lesquels il leur prescrira de temps à autre d'exercer d'ordinaire leurs fonctions judiciaires. Où les juges résideront respectivement.

XII. Le salaire du juge en chef et les salaires des juges puisnés de la dite cour nommés avant la passation du présent acte, Salaires des juges de la dite cour.

cour supérieure.

acte, ne seront point affectés par icelui ; mais quant aux juges puisnés qui seront nommés à l'avenir, leurs salaires seront comme suit :

Mille louis par année pour ceux auxquels il sera prescrit de résider dans les districts de Montréal et de Québec ;

Huit cents louis par année pour ceux auxquels il sera prescrit de résider dans tous autres districts, excepté ceux de Gaspé et de Saguenay ;

Et sept cents louis par année pour ceux auxquels il sera prescrit de résider dans les districts de Gaspé et de Saguenay ;

Frais de voyages.

L'allocation accordée aux juges pour frais de voyages sera fixée par le gouverneur en conseil, comme jusqu'ici.

Charge de juge de circuit abolie ; et les juges de la cour supérieure tiendront la cour de circuit.

XIII. La charge de juge de circuit est par le présent abolie ; et la cour de circuit sera tenue par les juges de la cour supérieure, qui, chacun d'eux, auront tous les pouvoirs et les devoirs accordés et attribués à tout juge de circuit à l'époque à laquelle la présente section sera mise à effet. La cour de circuit se tiendra, dans chaque district, à l'endroit où la cour supérieure sera tenue, et, ainsi tenue, elle sera connue comme la cour de circuit pour le district de (*nom du district*) et sa juridiction s'étendra sur toute l'étendue du dit district, en la même manière que celle de la cour de circuit, dans un circuit, s'étend maintenant sur toute l'étendue de tel circuit, mais concurremment avec la cour de circuit (s'il y en a une) qui sera tenue, ainsi que ci-après pourvu, dans et pour tout comté compris dans tel district, en autant que tel comté y est concerné.

Une cour de circuit sera tenue dans chaque district.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL.

Section 8 de 12 V. c. 37, abrogée.

XIV. La huitième section du dit acte de 1849, chapitre 37, est par le présent abrogée.

Section 9, amendée.

XV. La neuvième section du dit acte de 1849, chapitre 37, est par le présent acte amendée de manière à être lue comme suit :

Termes de la cour, en appel.

Quatre termes de la dite cour d'appel et de pourvoi pour erreur se tiendront chaque année dans chacune des cités de Québec et Montréal ; les dits termes commenceront respectivement le premier jour de mars, le premier jour de juin, le premier jour de septembre, et le premier jour de décembre, dans la cité de Montréal, et le douzième jour de mars, le douzième jour de juin, le douzième jour de septembre et le douzième jour de décembre dans la cité de Québec, et continueront dans chaque endroit pendant l'espace de neuf jours de calendrier ; pourvu toujours, que la cour pourra, le dernier jour juridique d'un terme quelconque, s'ajourner à jour ultérieur, à l'effet

Proviso.

l'eff
apr
tel
term
sen
auc
les
aur
ruti
natu

X
autr
de la
à Q
jour
émis
com
prés
cour
term
tible
naire
nées
pour
qu'il

XV
trict
Fran
seron
et les
en ap
vière
Mon
dans
y ser

XV
par l
suit :

“
erreu
cour,
parta
être
béré
au m
l'aut
comp
telle

nt aux juges
laires seront

a prescrit de
e;

il sera pres-
eux de Gaspé

quels il sera
le Saguenay ;

voyages sera
ici.

sent abolie ; et
ur supérieure,
devoirs accor-
ue à laquelle
de circuit se
ur supérieure
me la cour de
uridiction s'é-
même manière
'étend mainte-
oncurrément
a tenue, ainsi
mpris dans tel

EL.

chapitre 37, est

9, chapitre 37,
tre lue comme

ourvoi pour er-
des cités de
ront respective-
de juin, le pre-
décembre, dans
s, le douzième
et le douzième
et continueront
jours de calen-
dernier jour juri-
our ultérieur, à
l'effet

l'effet seulement de rendre les jugements et, le dit jour ou après, elle pourra encore s'ajourner pour le même objet ; et tel ajournement pourra se faire à aucun jour durant ou après le terme criminel ; et pourvu aussi qu'un seul juge, ou en l'absence d'un juge, le greffier de la cour ou son député pourra, en aucun jour durant le terme, ouvrir et ajourner la cour, recevoir les rapports et les motions ordinaires, appeler les parties qui auraient alors à comparaître en cour, et enregistrer les comparutions ou les défauts, et faire tous autres actes de même nature qui n'exigent l'exercice d'aucune discrétion judiciaire.

Proviso.

XVI. Le gouverneur pourra, en tout temps et de temps à autre par proclamation, ordonner qu'un terme extraordinaire de la dite cour d'appel et de pourvoi pour erreur soit tenu soit à Québec soit à Montréal, à être commencé et se terminer les jours qui seront désignés dans telle proclamation qui sera émise trente jours, au moins, avant celui fixé pour le commencement de tel terme ; et toutes les dispositions du présent acte et de la loi affectant les termes ordinaires de la cour d'appel et de pourvoi pour erreur s'appliqueront à tout tel terme extraordinaire, en autant qu'elles ne seront pas incompatibles avec telle proclamation, et les séances de tout terme ordinaire ou extraordinaire de la cour d'appel pourront être terminées lorsqu'il n'y aura plus d'affaires devant la cour, ou le terme pourra être continué par ajournement par les juges jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'affaires devant la cour.

Des termes extraordinaires de la cour seront tenus, et comment.

Disposition pour la fin ou la continuation des séances.

XVII. Les causes en appel ou en pourvoi pour erreur des districts d'Ontario, Montréal, Terrebonne, Joliette, Richelieu, St. François, Bedford, St. Hyacinthe, Iberville et Beauharnois, seront plaidées et jugées dans la cité de Montréal seulement, et les brefs en telles causes y seront rapportables ; et les causes en appel ou en pourvoi pour erreur des districts des Trois-Rivières, Québec, Saguenay, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Montmagny, Beauce et Arthabaska, seront plaidées et jugées dans la cité de Québec seulement, et les brefs en telles causes y seront rapportables.

En quels endroits seront entendus les appels des divers districts.

XVIII. La troisième section de l'acte de 1851, chapitre 88, est par le présent acte amendée de manière à être lue comme suit :

Section 3 de 14, 15 V. c. 88, amendée.

“ Et chaque fois qu'une cause en appel ou en pourvoi pour erreur aura été entendue par quatre juges seulement de la dite cour, et prise par eux en délibéré, et que trois des dits juges ne partageront pas la même opinion quant au jugement qui devrait être rendu dans telle cause, la cour pourra décharger le débiteur et ordonner que la cause soit plaidée de nouveau ; et si au moment où la dite cause devra être plaidée de nouveau, l'autre juge est légalement récusé ou disqualifié ou rendu incompetent, soit par raison d'intérêt ou autrement, de siéger dans telle cause, ou est absent, tout autre juge de la cour supérieure

Les juges de la cour supérieure agiront en certains cas, comme juges du banc de la reine en appel.

pourra

pourra agir comme juge de la cour du banc de la reine en autant qu'il s'agira de la dite cause, et aura les mêmes pouvoirs et autorité à l'égard d'icelle et de tous actes judiciaires y requis, soit avant soit après la décision d'icelle, qu'un juge de la dite cour en dernier lieu mentionnée non-disqualifié ou rendu incompetent."

L'acte de 1851 applicable.

Et la dite section ainsi amendée se lira comme formant partie du dit acte de 1851, et s'appliquera à la cour du banc de la reine, telle que constituée par . . . présent acte et aux cinq juges d'icelle.

Sect. 31, de la 34 Geo. 3, c. 6, amendée.

XIX. La trente-et-unième section de l'acte de judicature du Bas Canada passé dans la trente-quatrième année du règne du Roi George Trois, chapitre 6, est amendée par le présent acte de manière à être lue comme suit :

Effet de l'appel au conseil privé.

" Dans tous cas où appel sera accordé à Sa Majesté en son conseil privé, exécution sera suspendue pendant six mois de calendrier à compter du jour auquel tel appel aura été accordé, et de l'expiration de cette période jusqu'à la décision finale du dit appel, si avant l'expiration des dits six mois, un certificat est produit en la cour ayant juridiction en appel dans le Bas Canada, signé par le greffier du conseil privé de Sa Majesté ou de son député, ou aucune autre personne par lui dûment autorisée, que tel appel a été logé, et que des procédures ont été faites sur icelui devant Sa Majesté en son conseil privé ; et si tel certificat n'est pas produit et déposé en la dite cour ayant juridiction en appel dans le Bas Canada, durant les dits six mois, le dit appel n'aura plus l'effet de suspendre le jugement et exécution, mais la partie qui aura obtenu jugement en la dite cour ayant juridiction en appel, pourra faire émaner exécution comme si tel appel n'avait pas été interjeté ou accordé ; nonobstant toute loi, usage et coutume à ce contraire."

Salaire du greffier de la cour d'appel.

XX. Le salaire du greffier de la cour d'appel consistera à l'avenir en une somme n'excédant pas cinq cents louis par année, selon que le gouverneur en conseil l'ordonnera de temps à autre ; et la partie de l'acte de 1855, chapitre 98, qui fixe son salaire, est par le présent acte abrogée.

La cour sera une cour de pourvoi pour erreur en matières criminelles.

XXI. La dite cour siégeant comme cour d'appel et pourvoi pour erreur sera une cour de pourvoi pour erreur dans les affaires criminelles aussi bien que dans les affaires civiles, et aura juridiction en pourvoi pour erreur dans toutes les causes criminelles devant la dite cour siégeant en matières criminelles, ou devant toute cour d'oyer et terminer, ou cour de sessions de quartier ; et le bref de pourvoi pour erreur aura l'effet de suspendre l'exécution du jugement de la cour inférieure.

Questions difficiles dans les procès criminels.

Et dans le but de pourvoir à des moyens de décider toute question de droit difficile qui peuvent s'élever dans les procès criminels :

XXII.

XX
hison,
dite co
ner, ou
quarti
pourra
sera é
du ban
jugem
jugem
ration
l'un et
cause
person
caution
que la
époque
mettre

XXI
signé p
police,
les que
constan
transme
les app
vent é
pouvoir
récepti
toute q
confirm
sation
le proc
et ordon
dans le
condan
ou ordo
crimine
session
temps,
propos,
quérir.

XXI
de la re
la signa
concou
été tran
dossier
greffier
de la cé
nécessa

de la reine en
les mêmes pou-
tes judiciaires y
qu'un juge de la
qualifié ou rendu

comme formant
à la cour du
présent acte et

de judicature du
année du règne du
ar le présent acte

Sa Majesté en son
dant six mois de
aura été accordé,
décision finale du
mois, un certificat
appel dans le Bas
vé de Sa Majesté
e par lui duement
les procédures ont
son conseil privé ;
é en la dite cour
da, durant les dits
suspendre le juge-
btenu jugement en
pourra faire émaner
été interjeté ou ac-
ne à ce contraire."

appel consistera à
nts lous par année,
nnera de temps à
tre 98, qui fixe son

d'appel et pourvoi
ur erreur dans les
affaires civiles, et
s toutes les causes
en matières crimi-
ner, ou cour de ses-
r erreur aura l'effet
a cour inférieure.

ens de décider toute
ever dans les procès

XXII.

XXII. Lorsqu'une personne aura été trouvée coupable de tra-
hison, félonie ou délit (*misdemeanor*) à un terme criminel de la
dite cour du banc de la reine, ou devant une cour d'oyer et termi-
ner, ou d'élargissement général des prisons, ou de sessions de
quartier, la cour devant laquelle la cause aura été plaidée,
pourra, en sa discrétion, réserver toute question de droit qui se
sera élevée lors du procès, à la considération de la dite cour
du banc de la reine en appel, et alors suspendre l'exécution du
jugement sur telle condamnation, ou différer le prononcé du
jugement jusqu'à ce que telle question ait été prise en considé-
ration et décidée par la dite cour du banc de la reine ; et dans
l'un et l'autre cas, la cour devant laquelle l'instruction de la
cause aura eu lieu, fera, dans sa discrétion, incarcérer la
personne trouvée coupable, ou l'obliger, par un acte de
cautionnement avec deux cautions solvables et en une somme
que la cour jugera convenable, à comparaître à telle époque ou
époque que la cour fixera, et à recevoir jugement ou se sou-
mettre à exécution, suivant le cas.

Dans quels cas
les questions
pourront être
réservées.

Cautionne-
ment pourra
être pris ou le
prisonnier sera
incarcéré.

XXIII. La dite cour alors consignera dans un exposé qui sera
signé par le juge ou juges, recorder, inspecteur et surintendant de
police, ou président tenant ou présidant telle cour, la question ou
les questions de droit qui auront été ainsi réservées, avec les cir-
constances spéciales sous lesquelles elles se sont élevées et le
transmettra de suite au greffier de la cour d'appel, à l'endroit où
les appels du district dans lequel la condamnation a eu lieu doi-
vent être entendus ; et la dite cour du banc de la reine aura plein
pouvoir et autorité, dans chacune de ses séances en appel, après
réception de tel exposé, d'entendre et juger d'une manière finale
toute question y contenue, et la dessus d'infirmer, réformer ou
confirmer tout jugement qui aura été prononcé sur l'acte d'accu-
sation (*indictment*) ou inquisition à l'occasion desquels, durant
le procès, telle question s'est élevée, ou d'annuler tel jugement,
et ordonner qu'une entrée soit faite au dossier à l'effet que,
dans le jugement de la dite cour du banc de la reine, la partie
condamnée n'aurait pas dû l'être, ou de suspendre le jugement,
ou ordonner que jugement soit rendu dans quelque autre terme
criminel de la dite cour, ou session d'oyer et terminer, ou
sessions de quartier, si nul jugement n'a été donné avant ce
temps, selon que la cour du banc de la reine le jugera à
propos, ou d'émettre tel autre ordre que la justice pourra re-
quérir.

La cour ré-
servant la
question, fera
un exposé.

La cour du
banc de la
reine rendra
le jugement
convenab
dans ce c

XXIV. Le jugement ou ordre, s'il y en a, de la cour du banc
de la reine dans telle matière comme susdit, sera certifié sous
la signature du juge en chef ou de l'un des juges qui y auront
concouru et transmis au greffier de la cour d'où la cause aura
été transmise, lequel l'enregistrera en bonne et due forme sur le
dossier original, et un certificat de telle entrée signé par tel
greffier, en la formule ou auesi près que possible dans le sens
de la cédule B, annexée au présent acte, avec les changements
nécessaires pour le faire concorder avec les circonstances de
l'exposé,

Le jugement
du B. R. sera
certifié à la
cour d'où la
cause sera ve-
nue, et procé-
dures ensuite.

L'exposé, sera délivré ou transmis par tel greffier au shérif ou geolier sous la garde duquel se trouvera la personne condamnée, et tel certificat sera une autorisation suffisante à tel shérif ou geolier et à toutes autres personnes, pour mettre le jugement à exécution suivant qu'il lui aura été ainsi certifié comme ayant été confirmé ou amendé (et là-dessus exécution pourra avoir lieu sur le jugement) ou pour exempter la personne condamnée de tout autre emprisonnement si le jugement est infirmé, annulé ou suspendu; et en ce cas tel shérif ou geolier l'élargira sans délai, et à la séance suivante de la cour d'où la cause aura été transmise, l'acte de cautionnement, si aucun il y a, deviendra nul; et si la cour d'où la cause a été transmise reçoit ordre de la cour du banc de la reine de prononcer jugement, elle le fera à sa session suivante.

Le jugement du B. R. sera prononcé cour tenante.

XXV. Le jugement de la cour du banc de la Reine, sur chaque tel exposé comme susdit, sera prononcé cour tenante, après l'audition du conseil ou des parties, en cas que le poursuivant ou la partie condamnée juge à propos que la cause soit plaidée, et en la même manière que sont tenus les autres jugements de la dite cour en appel; mais nul avis, comparution ou autre forme de procédure (excepté celle, s'il y en a, que la cour pourra dans telle cause juger à propos d'ordonner) ne seront requis.

La cour du B. R. pourra renvoyer l'exposé pour amendement.

XXVI. La cour du banc de la reine, lorsqu'un exposé aura été ainsi réservé pour sa décision, aura pouvoir, si elle le juge à propos, d'ordonner que l'exposé ou certificat soit renvoyé pour être amendé, et alors il sera amendé en conséquence, et jugement sera prononcé après qu'il aura été amendé.

La cour du B. R. infirmant un jugement prononcera le jugement convenable.

XXVII. Chaque fois qu'un bref de pourvoi pour erreur sera émis sur un jugement ou sur un acte d'accusation (*indictment*), dénonciation, information ou représentation dans une cause criminelle, et que la cour du banc de la reine infirmera le jugement, la dite cour pourra soit prononcer le jugement qui aurait dû l'être, lequel sera mis à exécution comme le jugement de la cour inférieure, ou pourra remettre le dossier à la cour inférieure, afin que telle cour puisse prononcer le jugement qu'il appartiendra.

Pourra ordonner un nouveau procès dans certains cas.

XXVIII. Si dans un exposé en matières criminelles réservé comme susdit ou porté devant elle au moyen d'un bref de pourvoi pour erreur, la cour du banc de la reine est d'avis que la conviction est mauvaise pour quelque raison ne dépendant pas du mérite de la cause, elle pourra par son jugement déclarer le fait, et ordonner que la partie convaincue subisse de nouveau son procès, comme s'il n'y avait pas eu de procès dans l'affaire.

Qui contrefera un certificat, etc., sous les clauses précé-

XXIX. Quiconque contrefera ou changera, ou offrira, ou présentera, produira ou mettra en circulation, connaissant qu'il est contrefait ou changé, un certificat ou copie certifiée d'un certificat

certificat re
médiatement
sous empr
régulier de
convaincu,
dans le pé
plus de sep

COUR DU

XXX. L
pire 37, es
de la cour s
du banc de
nière inst
voirs d'un
dans l'exer
gatoire pou
tenue ou e
des cités d
du banc de

XXXI. L
de 1849, q
en matière
abrogée; e
pour le dis
le vingt-qu
de Montré
quatrième

XXXII.
autre, fixe
banc de la
instance en
aucun des
pourra les
de deux t
les disposi
cialement
dit acte, s
naire dont
tenue dans

XXXIII.
dans les d
lement fix
clamation
lorsqu'il n
par journa
la cour.

officier au shérif ou à une personne constitutionnellement suffisante à cet effet, pour mettre en exécution le jugement, si le jugement est tel shérif ou officier de la cour constitutionnellement, si la cause a été présentée à la reine de pro-
 certifiant requis ou autorisé par les sections qui précèdent immédiatement, dans le dessein de faire élargir une personne sans emprisonnement, ou autrement de s'opposer au cours régulier de la justice, sera coupable de félonie, et, en étant convaincu, pourra, à la discrétion de la cour, être emprisonné dans le pénitencier provincial, pendant une période de pas plus de sept ni de moins de trois années.

dentes, commettra félonie.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN MATIÈRES CRIMINELLES.

XXX. La trente-troisième section du dit acte de 1849, chapitre 37, est par le présent acte abrogée ; et chacun des juges de la cour supérieure pourra tenir tout terme ou séance de la cour du banc de la reine, pour l'exercice de la juridiction en première instance en matières criminelles, et aura tous les pouvoirs d'un juge de cette cour et de la cour du banc de la reine dans l'exercice de la dite juridiction ; mais il ne sera pas obligatoire pour un juge de la cour supérieure de tenir aucun tel terme ou exercer aucun de ces pouvoirs dans l'une ou l'autre des cités de Québec ou Montréal, s'il y a un juge de la cour du banc de la reine présent dans telle cité et habile à agir.

Section 33 de 12 V. c. 37, abrogée ; et tout juge de la cour supérieure pourra tenir un terme criminel.

Proviso.

XXXI. La partie de la trente-quatrième section du dit acte de 1849, qui fixe l'époque à laquelle les termes de la dite cour en matières criminelles seront tenus, est par le présent acte abrogée ; et les dits termes ou séances commenceront à Québec, pour le district de Québec, le vingt-quatrième jour de janvier et le vingt-quatrième jour de juin ; et à Montréal, pour le district de Montréal, le vingt-quatrième jour de mars et le vingt-quatrième jour de septembre.

Partie de sect. 34, abrogée.

Quand les termes commenceront à Québec et Montréal.

XXXII. Le gouverneur pourra, par proclamation de temps à autre, fixer les époques auxquelles les termes de la cour du banc de la reine, dans l'exercice de sa juridiction en première instance en matières criminelles, commenceront dans tous ou aucun des districts autres que ceux de Québec et Montréal, et pourra les changer pareillement ; mais il n'y aura pas moins de deux termes susdits dans chaque district par année ; et les dispositions du dit acte de 1849, chapitre 37, et plus spécialement des trente-cinquième et trente-sixième sections du dit acte, s'appliqueront à ces termes et à tout terme extraordinaire dont le gouverneur pourra juger à propos d'ordonner la tenue dans un district.

Les termes dans les autres districts pourront être fixés par proclamation.

Certaines sections de 12 V. c. 37, applicables.

XXXIII. Les termes de la dite cour en matières criminelles dans les districts actuels, continueront tels qu'ils sont actuellement fixés par la loi, jusqu'à ce qu'ils soient changés par proclamation comme susdit ; et chaque dit terme pourra être terminé lorsqu'il n'y aura plus d'affaires devant la cour, ou continué par ajournement jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'affaires devant la cour.

Les termes dans les districts actuels resteront les mêmes jusqu'à ce qu'ils soient changés.

La cour aura les pouvoirs des sessions de quartier, s'il n'y a pas telle cour dans le district.

XXXIV. La cour du banc de la reine, en aucun des termes nus dans l'exercice de sa juridiction en première instance matières criminelles dans tout district dans lequel il n'aura été ordonné qu'il soit tenu une cour de sessions de quartier, dans lequel la tenue des cours des sessions de quartier ait été discontinuée comme il est ci-après pourvu, entendra, jugera et décidera toutes les matières et appels qui auraient été faits en vertu de la loi du ressort des sessions de quartier, si telle cour n'existe dans le district, et tels appels seront en conséquence interjetés à la dite cour du banc de la reine, et les juges officiers de la dite cour, relativement à ces matières et appels auront les pouvoirs de la cour des sessions de quartier, chaque fois qu'il n'y aura pas une telle cour en existence dans le district.

COUR SUPÉRIEURE.

Nature et montant de la juridiction non affectés. Etendue de la juridiction de la cour.

XXXV. La nature et le montant de la juridiction de la cour supérieure ne seront pas affectés par le présent acte ; et l'étendue locale de sa juridiction, quand elle se tiendra dans un district, et les pouvoirs des juges et officiers dans ce district, seront réglés à cet égard par les dispositions du dit acte de 1849, chapitre 38, lesquelles devront s'appliquer aux nouveaux districts créés en vertu du présent acte, et elles seront interprétées comme s'y rattachant.

Le gouverneur pourra fixer les termes de cette cour et les changer.

XXXVI. Le gouverneur pourra, par proclamation, de temps en temps, fixer les périodes auxquelles et durant lesquelles les termes de la cour supérieure seront tenus dans tous ou dans certains districts, et pourra les changer en la même manière, mais pas moins de trois termes de la dite cour seront tenus chaque année dans chaque district, excepté dans le district de Gaspé, dans lequel il ne sera pas tenu moins de deux termes ; pourvu toutefois, que les termes de la cour supérieure dans les districts actuels continueront à être tels qu'ils sont maintenant fixés par la loi jusqu'à ce qu'ils soient changés ; et pourvu aussi qu'excepté dans les districts de Gaspé et Saguenay, entre le neuf juillet et le premier de septembre, aucun terme de la dite cour ne sera fixé de manière à ce qu'une partie du dit terme se trouve comprise entre le neuvième jour de juillet et le premier jour de septembre, ces deux jours non-compris ; et rien de ce qui est tenu dans aucun acte ou proclamation n'aura l'effet d'empêcher la cour de clore le terme s'il n'y a plus d'affaires devant elle, ou de le continuer par ajournement jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'affaires devant elle, tel que pourvu ci-dessous.

Un juge tiendra la cour supérieure.

XXXVII. Tous les pouvoirs qui, en vertu de quelque acte antérieur au présent acte, sont conférés à deux juges ou au *quorum* de la cour supérieure durant le terme ou hors du terme ou peuvent être par eux exercés, sont donnés par le présent acte à tout juge de la dite cour, et seront par lui exercés durant le terme ou hors du terme, comme ils auraient pu être exercés jusqu'ici durant le terme ou hors du terme par tel *quorum*, et

aucun des termes de la première instance, à lequel il n'aura pas de quartier. Les juges de quartier arrivés, entendra, jugera et décidera les causes qui auraient été portées devant elle, si telle cour n'est pas en conséquence saisie, et les juges de quartier, pour les matières et appels de quartier, chaque fois qu'il y aura existence dans le district.

XXXVIII. La section immédiatement précédente s'appliquera aux causes pendantes quand elle sera mise en force, de manière qu'un seul juge pourra continuer et décider les procédures commencées par un plus grand nombre de juges; et tout juge pourra continuer et terminer toute matière commencée ou continuée par un autre, mais n'infirmera pas la décision d'un autre juge, à moins qu'il eut pu infirmer telle décision si elle eût été la sienne.

XXXIX. Deux juges ou plus de la cour supérieure résidant dans le même district, pourront et devront, chaque fois que la détermination des affaires l'exigera, siéger en même temps et au même endroit, mais dans des salles séparées, durant le terme ou entre du terme, et chacun pourra séparément entendre et décider toutes les causes et matières, présidera aux enquêtes, généralement pourra exercer et exercera les mêmes pouvoirs, sur tous rapports, que s'il siégeait seul en tel endroit.

XL. Si le seul juge dans un district s'en trouve inévitablement absent, ou absent avec permission du gouverneur, ou pour cause de maladie ou autrement, il est incapable de remplir ses devoirs, le juge en chef de la cour supérieure, en étant informé, communiquera l'information par lui reçue aux juges résidant dans le district de Québec ou de Montréal, et il sera du devoir de l'un des juges, y compris le juge en chef, résidant dans ces districts suivant qu'il aura été arrêté par eux, de remplacer tel juge et de remplir ses devoirs, et dans tous les cas d'urgence, un juge suppléant de la dite cour pourra être nommé en vertu de l'acte de 1852, chapitre 13, qui parvoit à telle nomination.

XLI. Si le seul juge résidant dans un district ou chargé de la cour supérieure dans un district, est partie à une poursuite y intentée ou est récusable, la dite poursuite pourra être portée dans tout district adjacent sur l'allégation du fait, dont la preuve, s'il est contesté, sera à la charge de la partie faisant allégation; et si tel juge est récusé durant le cours d'une poursuite ou procédure, elle sera sans délai transférée dans celui des districts adjacents que le juge choisira, et le dossier devra sans délai être transmis à la cour de ce district par le protonotaire; et dans l'un et l'autre cas la récusation n'est pas contestée ou n'est maintenue, la poursuite ou procédure sera décidée dans tel district adjacent,—et si la récusation est contestée, elle sera décidée

Partie de la section 15 de 12 V. c. 38, abrogée.

La section immédiatement précédente s'appliquera aux causes pendantes.

Les juges pourront siéger en même temps, et dans des salles séparées.

Il pourra être ordonné à un juge d'agir à la place d'un autre, lors d'absence inévitable.

Juges suppléants.

Pourvu au cas de récusation du seul juge dans un district.

décidée sommairement par le juge de tel district adjacent— si elle est renvoyée, le dossier sera transmis au district dans lequel la poursuite ou procédure a été ou aurait dû être portée et elle y sera décidée.

Toute partie de la charge du juge à un jury dans une cause civile pourra être mise par écrit s'il y est objecté.

XLII. Si dans une cause civile soumise à un jury, il est fait objection à une partie de la charge du juge par l'une ou l'autre partie, le juge devra, à la demande de telle partie, coucher telle partie de sa charge par écrit, soit lors du procès, soit après aussitôt qu'il le pourra convenablement, et faire mention qu'il y a été ainsi fait objection, et alors telle partie de la charge ainsi couchée par écrit, après avoir été signée par le juge, fera partie des procédés de record dans la cause.

Il ne sera pas nécessaire que le bref d'appel soit accordé par le juge de la cour supérieure.

XLIII. Il ne sera pas nécessaire que le bref d'appel d'un jugement de la cour supérieure soit accordé par un juge de la cour en dernier lieu mentionnée; et le protonotaire de la cour supérieure, à l'endroit où le jugement porté en appel a été rendu, aura pouvoir de recevoir l'acte de cautionnement ou de cautionnement d'appel, et d'administrer les serments requis, et soumettre les questions nécessaires aux personnes offertes comme cautions, et ces pouvoirs seront exercés par tout protonotaire concurremment avec les juges de la dite cour et de chacun desquels, s'il le juge à propos, pourra les exercer comme susd'ici.

Comment seront fixés les jours d'enquête dans les districts de Québec et Montréal.

XLIV. Une majorité des juges de la cour supérieure, résidant à Québec ou à Montréal respectivement, pourra, durant le terme exercer les pouvoirs conférés, par la cinquième section de l'acte de 1853, chapitre 194, aux juges dans tout district relativement aux jours d'enquête, ou aux jours où les témoignages pourront être produits devant la cour dans tel district et toute règle de pratique qui sera faite dans l'exercice de tel pouvoir pourra être valablement promulguée par un des dits juges siégeant en terme : et dans tout autre district tout juge de la cour pourra, durant le terme, faire et promulguer une règle de pratique pour la même fin, avec également pouvoir de la changer ou abroger ; mais dans les districts actuels, les règles de pratique en force en vertu du dit acte, quand la présente section sera mise à effet, demeureront en force jusqu'à ce qu'elles soient changées ou abrogées ; et le pouvoir susdit sera toujours sujet aux dispositions de la dite cinquième section et de la sixième et septième sections du dit acte ; et, excepté dans les districts de Québec et Montréal, les juges ne seront point tenus de fixer un nombre déterminé de jours chaque mois comme jours d'enquête ainsi que prescrits par la dite cinquième section de l'acte en dernier lieu mentionné.

COUR DE CIRCUIT.

Il pourra être ordonné que la cour de circuit sera tenue dans

XLV. La cour de circuit pourra se tenir dans et pour tout comté autre que celui dans lequel se tient la cour supérieure pour le district dans lequel se trouve tel comté (à l'exception de comté

comtés ci-
tel comté
naires pou
nement
et que le g
tion, ordon
comté ; p
pas, en ve
l'Hochela
Wolfe.

XLVI.
la cour de
chacun d
mauais, l
Bagnenay
paré, dan
nécessaire
germanen

XLVII
proclama
siégera la
à cette fin
le gouver
neur.

XLVII
se tenir
la présen
autremen
tel endro
est situ
comptes
Québec
sera situ
la section
être tenu
en tout
tenue da
elle se ti
clamation
immédia
que la p
en un au
les cas p
dans les

XLIX
et pour
être un
des acte
dans de

district adjacent—
au district da
aurait dû être port

un jury, il est fa
jugé par l'une
de telle parti
soit lors du pro
ment, et faire me
rs telle partie de
r été signée par
la cause.

le bref d'appel d'
par un juge de
notaire de la co
té en appel a é
autonnement ou
serments requi
personnes offe
cérées par tout
de la dite cour ch
les exercer comm

supérieure, résida
ra, durant le term
quatrième section
dans tout distri
jours où les tème
our dans tel distri
l'exercice de tel po
ar un des dits jug
t tout juge de la di
alguer une règle d
pouvoir de la char
uels, les règles d
la présente secti
à ce qu'elles soi
sera toujours sup
et de la sixième
dans les districts d
point tenus de fix
comme jours d'en
ne section de l'ac

r dans et pour tou
la cour supérieur
é (à l'exception de
comté

comtés ci-dessous mentionnés), aussitôt que la municipalité de
tel comté se sera procuré un logement avec accessoires néces-
saires pour la cour et ses officiers et qu'elle aura pourvu perma-
nement à l'entretien de tel logement avec accessoires,
et que le gouverneur après s'en être assuré, aura, par proclama-
tion, ordonné que la cour de circuit soit tenue dans et pour tel
comté; pourvu toujours, que la cour de circuit ne se tiendra
pas, en vertu de la présente section, dans aucun des comtés
d'Hochelaga, Jacques Cartier, Laval, St. Maurice, Québec ou
Wolfe.

XLVI. Le gouverneur pourra, par proclamation, ordonner que
la cour de circuit sera tenue à deux endroits ou plus dans et pour
chacun des comtés de Richmond, Stanstead, Rimouski, Oua-
nouais, Pontiac, Gaspé, Bonaventure, Beauce, Chicoutimi,
Jaguenay ou Charlevoix, après s'être assuré qu'il aura été pré-
paré, dans chacun de ces endroits, un logement avec accessoires
nécessaires pour la cour et ses officiers et qu'il aura été pourvu
permanemment à l'entretien de tel logement.

XLVII. L'endroit ou les endroits où la cour de circuit devra, par
proclamation, se tenir dans un comté autre que celui dans lequel
siégera la cour supérieure, sera celui qui, après avoir été choisi
à cette fin par le conseil municipal de tel comté et approuvé par
le gouverneur en conseil, sera fixé par proclamation du gouver-
neur.

XLVIII. Pourvu toujours que la cour de circuit continuera à
se tenir dans tout et chaque endroit où elle se tiendra lorsque
la présente section sera mise en force, jusqu'à ce qu'il en soit
autrement ordonné par proclamation du gouverneur, bien que
tel endroit ne soit point le chef-lieu du district dans lequel il
est situé, à moins que tel endroit ne soit situé dans l'un des dits
comtés de Hochelaga, Jacques Cartier, Laval, St. Maurice,
Québec ou Wolfe, ou dans un comté où le chef-lieu du district
sera situé et qui n'est pas un de ceux dans lesquels, en vertu de
la section immédiatement précédente, la cour de circuit peut
être tenue dans plus d'un endroit: et la cour de circuit tenue
en tout endroit, en vertu de la présente section, sera censée être
tenue dans et pour le comté dans lequel est situé l'endroit où
elle se tiendra, comme si le dit endroit eut été choisi par pro-
clamation émise en vertu de l'une ou l'autre des trois sections
immédiatement précédentes. Mais la cour de circuit, après
que la présente section sera mise en force, ne se tiendra pas
en un autre endroit que le chef-lieu d'un district, excepté dans
les cas pour lesquels il est pourvu dans la présente section et
dans les trois sections immédiatement précédentes.

XLIX. Quant à la juridiction locale de la cour de circuit dans
et pour tout district ou comté, tel district ou comté sera censé
être un circuit dans le sens du dit acte de 1849, chapitre 28, et
des actes qui l'amendent, et lorsque la cour de circuit sera tenue
dans deux ou dans un plus grand nombre d'endroits dans un
comté,

et pour les
comtés, outre
la cour pour le
district dans
lequel ils sont
situés.

Proviso.

Elle pourra
aussi être tenue
dans plus d'un
endroit dans
certains com-
tés.

Comment se-
ront choisis ces
endroits.

La cour de
circuit conti-
nuera à être
tenue où elle
se tient actuel-
lement, sujette
à certaines
conditions.

Proviso: ex-
cepté en vertu
de la présente
section ou des
trois précé-
dentes, elle ne
sera pas tenue
ailleurs qu'au
chef-lieu.

Juridiction
locale de la
cour de circuit
dans un en-
droit.

comté, alors la dite cour siégeant en chacun des dits endroits aura juridiction concurrente sur tout le comté ; mais rien de contenu dans le présent acte n'aura l'effet d'affecter la juridiction de la cour de circuit, excepté seulement en ce qui se rattache à l'étendue locale comme susdit.

Désignation de la cour dans un endroit.

L. La cour de circuit tenue dans et pour un comté sera désignée comme "la cour de circuit dans et pour le comté de _____" (nommant le comté) : et s'il y a plus d'un endroit où se tient la dite cour dans le comté, les mots "à _____" (nommant le lieu de séance) seront ajoutés à telle désignation.

Le gouverneur pourra changer l'endroit où se tient la cour ;

LI. Le gouverneur pourra, en tout temps, changer par proclamation l'endroit où chacune des cours dans lequel la cour de circuit est tenue dans un comté (tel endroit n'étant pas le chef-lieu du district) ou prescrire que la dite cour cessera d'être tenue dans un comté ou en tout endroit dans un comté, après un jour fixé à cette fin dans la dite proclamation, chaque fois qu'il croira que tel changement est nécessaire aux besoins des habitants du comté, ou qu'il lui paraîtra juste de discontinuer la tenue de la dite cour en un endroit, à raison du manque d'édifice convenable pour l'y tenir.

Où discontinuer la cour en certains cas.

Les termes de la cour de circuit pourront être fixés et changés par proclamation.

LII. Le gouverneur pourra, par proclamation, de temps à autre, fixer le nombre de termes de la cour de circuit qui seront tenus dans et pour tous ou chaque district ou comté (et à chaque endroit dans tout comté dans lequel il y aura plus d'un lieu où elle se tient) les époques auxquelles tels termes seront tenus, et le nombre de jours qui seront compris dans chaque terme ; et pourra pareillement, de temps à autre, les changer de manière qu'il sera pourvu à ce que pas moins de trois termes seront tenus dans et pour chaque district et comté chaque année, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure dans lesquels il ne sera pas tenu moins de deux termes dans chaque année ; mais les termes de la cour de circuit, aux endroits où elle se tient actuellement et où elle pourra continuer à être tenue en vertu du présent acte, se tiendront aux époques maintenant fixées par la loi, jusqu'à ce qu'elles soient respectivement changées par proclamation.

Termes actuels continués jusqu'à ce qu'ils soient changés.

Rien de contenu dans la section qui précède n'aura l'effet d'empêcher le juge de clore le juge de clore ou de continuer le terme en certains cas.

LIII. Rien de contenu dans la section immédiatement précédente ou dans toute proclamation émise en vertu d'icelle, n'empêchera le juge de clore les séances dans aucun terme chaque fois qu'il n'y aura pas d'affaires devant la cour, ou de continuer un terme par proclamation jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'affaires devant elle, tel que ci-dessus prescrit ; et nul terme ne sera fixé de manière qu'une partie de ce terme se trouve dans le dixième jour de juillet et le premier jour de septembre, ces deux jours exclusivement, excepté dans les districts de Gaspé et Saguenay.

Deux juges pourront siéger

LIV. Deux juges ou plus, résidant dans le même district, pourront siéger et tenir la cour, et, lorsque la dépêche des affaires

affaires l'endroit ma prescrit re continuer autre juge disposition

LV. La est par le A Québec districts.

LVI. S une pours on est réc intentée d adjacent, s retombera dans le co procédure lieu de ce greffier tra dans tel c n'est pas e sera jugée sera somm circuit—c cour de ci on aurait

LVII. l preuve ser causes et causes sup production entendues cour, après des notes comme ju moins imp rien dans pas de rec non sujet

LVIII. l'encontre en droit e tel point plaidé lor aura été f

LIX. l quante-ci

es dits endroits
; mais rien de
t d'affecter la
ment en ce qui

un comté sera
pour le comté de
a plus d'un en-
mots "à
t ajoutés à telle

changer par pro-
lequel la cour
t n'étant pas le
ur cessera d'être
un comté, après
ion, chaque fois
aux besoins des
de discontinuer
du manque d'é-

on, de temps à
de circuit qui
district ou comté
el il y aura plus
elles tels termes
t compris dans
mps à autre, les
as moins de trois
district et comté
é et Bonaventure
ux termes dans
circuit, aux en-
pourra continuer
ont aux époques
es soient respec-

édiatement pré-
n vertu d'icelle,
neun terme cha-
cour, ou de con-
qu'il n'y ait plus
rit; et nul terme
terme se trouve
ur de septembre,
les districts de

e même district,
la dépêche des
affaires

affaires l'exigera, ils siégeront et tiendront la cour, au même endroit mais dans des salles séparées, ainsi qu'il est ci-dessus prescrit relativement à la cour supérieure, et un juge pourra continuer toute procédure commencée ou continuée par un autre juge, comme dans la cour supérieure et sujet aux mêmes dispositions.

LV. La première section de l'acte de 1855, chapitre 104, est par le présent abrogée, et la juridiction de la cour de circuit à Québec et Montréal, sera la même que dans les autres districts.

ger en même
temps et au
même endroit,
etc.

Section 1 de
18 V. c. 104,
abrogée.

LVI. Si le seul juge résidant dans un district est partie à une poursuite intentée dans la cour de circuit de tel district, on est récusable dans telle poursuite, telle poursuite pourra être intentée dans la cour de circuit, au chef-lieu de tout district adjacent, sur l'allégation du fait, dont la preuve, s'il est contesté, retombera sur la partie qui l'allègue; et si le juge est récusé dans le cours d'aucune poursuite ou procédure, telle poursuite ou procédure sera portée sans délai à la cour de circuit dans le chef-lieu de celui des districts adjacents que le juge choisira, et le greffier transmettra immédiatement le dossier à la cour de circuit dans tel chef-lieu: et si, dans l'un et l'autre cas, la récusation n'est pas contestée ou est maintenue, la poursuite ou procédure sera jugée au dit chef-lieu—et si la récusation est contestée, elle sera sommairement jugée par le juge qui y tiendra la cour de circuit—et si elle est renvoyée, le dossier sera transmis à la cour de circuit de l'endroit où la poursuite ou procédure a été ou aurait dû être intentée, et y sera jugée.

Pourvu au cas
de récusation
du seul juge
dans un dis-
trict.

LVII. Dans les causes sujettes à appel en cour de circuit, la preuve sera faite en la manière ci-après prescrite pour les dites causes et pour les causes en cour supérieure; et les dites causes sujettes à appel seront inscrites en même temps pour la production de la preuve et l'audition finale au mérite, et seront entendues aussitôt que la preuve sera terminée, à moins que la cour, après que les témoins présents auront été entendus et que des notes sur leurs témoignages auront été prises, ne considère comme juste d'ajourner la cause à raison de l'absence de témoins importants ou d'aucune autre preuve importante; mais rien dans cette section ne sera interprété comme ne permettant pas de recevoir la preuve de vive voix comme dans les causes non sujettes à appel, du consentement de toutes les parties.

Inscription à
l'enquête et à
l'audition dans
les causes su-
jettes à appel :
audition de ces
causes.

LVIII. Dans les dites causes sujettes à appel, si la partie à l'encontre de laquelle tout plaidoyer, ou réponse ou réplique en droit est produit, inscrit la cause pour enquête et audition, tel point de loi soulevé dans les plaidoyers, sera réservé et plaidé lors de l'audition finale au mérite, après que la preuve aura été faite dans la cause, et sera alors décidé.

Les questions
de droit seront
plaidées lors
de l'audition
au mérite.

LIX. Les cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cin-
quante-cinquième et cinquante-sixième sections du dit acte de

Certaines sec-
tions de 12 V.

c. 38, relatives
aux appels,
abrogées.

1849, chapitre 38, sont par le présent abrogées, excepté quand aux causes sujettes à appel en cour de circuit, dans lesquelles jugement aura été rendu avant que cette section soit mise à effet—causes auxquelles les dites sections continueront à s'appliquer.

Appel sera interjeté à la cour du banc de la reine siégeant en appel en certains cas.

LX. Tout jugement rendu en cour de circuit, dans une poursuite ou action dans laquelle la somme de deniers ou la valeur de la chose réclamée sera de vingt-cinq louis courant ou plus, ou qui se rapportera à des titres de terres ou tènements ou à toutes sommes de deniers payables à Sa Majesté, honoraires d'office, droits ou rente, revenus, rentes annuelles ou telle-matières et choses dans lesquelles les droits à venir peuvent être liés, sera sujet à appel dans la cour du banc de la reine (comme cour d'appel) siégeant dans l'endroit où, en vertu du présent acte, elle doit entendre et décider les appels de la cour supérieure du district qui comprend le circuit dans lequel la dite action ou poursuite a originairement été intentée ; et la dite cour du banc de la reine entendra et jugera le dit appel, suivant les prescriptions de la loi, sujet aux dispositions ci-dessous prescrites.

Cautionnement en appel qui sera donné; quel en sera le montant, etc.

LXI. La partie appelant d'un jugement rendu comme susdit en cour de circuit, donnera sous quinze jours après le prononcé du jugement, (mais sans être tenu d'en donner au préalable avis à la partie adverse) bon et valable cautionnement par cautions qui justifieront de leur solvabilité à la satisfaction de la personne devant laquelle il sera donné, comme il est ci-après prescrit, qu'il poursuivra effectivement le dit appel et répondra à la condamnation, et paiera aussi les frais qui seront adjugés par la cour du banc de la reine, si le jugement porté en appel est confirmé.

Devant qui le
sachonnement
pourra être
donné, et où.

XLII. Le dit cautionnement sera donné soit devant un juge de la cour du banc de la reine à l'endroit où l'appel doit être entendu soit devant le greffier de la cour d'appel au dit endroit, et l'acte de cautionnement sera alors déposé et restera de record dans le bureau de ce dernier ; ou sera donné devant un juge de la cour supérieure, quand ce sera dans l'endroit où le jugement porté en appel aura été rendu, ou devant le greffier de la cour de circuit au dit endroit, et l'acte de cautionnement sera alors déposé et restera de record dans le bureau de ce dernier ; une seule caution, étant propriétaire de biens-fonds de la valeur de cinquante louis courant, en sus et au-dessus de toutes charges à prendre sur les dits biens ou les affectant, sera suffisante pour rendre tel cautionnement valable ; et les dits juges, greffier de la cour d'appel ou greffier de la cour de circuit sont par le présent respectivement autorisés à administrer, aux dits cas, tous les sermens imposés par la loi aux personnes se portant aux cautions et les soumettre à tous examens et questions nécessaires.

Ce qui sera
suffisant.

LXIII
jours ap
clair par
dans le b
jugemen
que le ju
les main
cour de c
jugemen
greffier lo
écrit son
pelant, au
ment cau
danc de l

LXIV.
frais et de
aura été c
en appel e
deniers ai
ou de la c
du jour du
la somme
jugement,
aura été m
nette des p
jour où il
pleine et c
tant ceux
de circuit,
des dits es
ention de
tume à ce

LXV. La poursuite des appels en matière commerciale de la Cour d'appel et du Tribunal de commerce, donné, de l'Etat qu'il soit rendu le jour pour lequel procéder à l'expertise pignifiée non procédant cinq jours.

LXVI. I
cé du juge
LXII

s, excepté quan
dans lesquelles
ction soit mise à
continueront à s'ap

t, dans une pour
niers ou la valeur
courant ou plus
a tenements ou
ajesté, honoraire
anuelles ou telle
s à venir peuv
banc de la reine
oit où, en vertu d
appels de la cour
dans lequel la di
tentée; et la dit
dit appel, suivan
ns ci-dessous pres

ndu comme susdi
après le prononc
onner au préalable
onnement par cau
a satisfaction de
me il est ci-aprè
dit appel et répon
qui seront adjud
ment porté en app

it devant un juge d
el doit être entend
dit endroit, et l'ac
ra de record dans
vant un juge de
roit où le juge
e greffier de la co
onnement sera al
t de ce dernier
ns-fonds de la vale
us de toutes charg
sera suffisante po
its juges, greffier
euit sont par le pr
r, aux dits cas, to
nes se portant ain
et questions néce

LXIII. Pourvu toujours que si dans le même délai de quinze jours après le prononcé du jugement, l'appelant consent et déclare par écrit, dans le bureau du greffier de la cour d'appel ou dans le bureau du greffier de la cour de circuit à l'endroit où le jugement porté en appel a été rendu, qu'il ne s'oppose pas à ce que le jugement soit mis à effet suivant la loi—ou s'il paie entre les mains du dit greffier de la cour d'appel ou du greffier de la cour de circuit, le montant en principal, intérêts et frais du dit jugement (montant que l'intimé aura droit de recevoir du dit greffier lorsqu'il sera ainsi payé,) et déclare en même temps par écrit son intention d'interjeter appel, alors et dans ce cas l'appelant, au lieu du cautionnement ci-dessus exigé, donnera seulement cautionnement pour les frais et dommages que la cour du banc de la reine adjugera, dans le cas où l'appel sera renvoyé.

Proviso, si l'appelant consent à ce que le jugement soit mis à exécution.

LXIV. Pourvu aussi, que lorsque le cautionnement pour les frais et dommages seulement, tel que mentionné en dernier lieu, aura été donné, l'intimé ne sera point tenu, si le jugement porté en appel est infirmé, de rendre à l'appelant plus que le montant des deniers ainsi payés entre les mains du greffier de la cour d'appel ou de la cour de circuit, avec l'intérêt légal sur iceux à compter du jour du paiement de ces deniers au dit greffier,—ni plus que la somme prélevée en vertu de l'exécution émise sur le dit jugement,—ni plus que la remise du bien-fonds dont l'intimé aura été mis en possession en vertu de tel jugement, et la valeur nette des produits et revenus qu'il en aura retirés, à compter du jour où il aura été mis en possession des dits biens jusqu'à pleine et entière restitution,—avec les frais du dit appelant, tant ceux de la cour du banc de la reine que ceux de la cour de circuit, mais sans dommages contre l'intimé dans aucun des dits cas en raison du jugement porté en appel ou de l'exécution de ce jugement; nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraire.

Autre proviso limitant la responsabilité de l'intimé dans le cas en dernier lieu mentionné, si le jugement est infirmé.

LXV. Et dans le but d'éviter les délais et dépenses dans la poursuite des appels de jugements rendus en cour de circuit, les appels et procédures sur iceux seront institués d'une manière sommaire, par requête de l'appelant à la cour du banc de la reine, exposant d'une manière succincte les motifs d'appel et que le cautionnement exigé par la loi a été dûment donné, demandant que le jugement porté en appel soit infirmé et qu'il soit rendu un jugement tel que la cour inférieure aurait dû le rendre; copie de telle requête, avec avis de l'époque ou du jour auquel ou après lequel la cour du banc de la reine pourra procéder sur icelle, et copie de l'acte de cautionnement d'appel certifiée par le greffier dans le bureau duquel il est déposé, seront signifiées à la partie adverse personnellement ou à domicile, ou à son procureur *ad litem*, dans la cour de circuit, dans les vingt-cinq jours qui suivront le prononcé du jugement porté en appel.

Les appels seront poursuivis d'une manière sommaire, par requête et avis.

LXVI. Dans le même délai de vingt-cinq jours après le prononcé du jugement porté en appel, l'appelant déposera l'original de

Requête et avis, etc., qui

seront déposés
en cour de
circuit.

Le greffier
transmettra le
dossier à la
cour du banc
de la reine.

Les parties
appellantes
déposeront des
comparutions
en la cour du
banc de la
reine.

Pénalité pour
défaut.

Proviso.

Quand sera
entendu l'appel,
et quel juge-
ment sera
rendu.

de la dite requête et avis, avec certificat de signification y annexé, dans le bureau du greffier de la cour de circuit aux soins duquel sera confié le dossier de la poursuite à l'occasion de laquelle appel est interjeté, avec un certificat du greffier de la cour d'appel constatant que cautionnement d'appel a été donné, si le cautionnement n'est pas déposé dans le bureau du dit greffier de la cour de circuit; et alors le dit greffier de la cour de circuit donnera à l'appelant un certificat de la production de la dite requête et des documents l'accompagnant pour constater s'il en est besoin qu'il a interjeté appel, et certifiera immédiatement sous son seing et le sceau de la cour de circuit, et fera transmettre à la cour du banc de la reine, à l'endroit qu'il appartiendra, pour y être déposée parmi les archives, la dite requête avec le jugement, dossier, preuve et procédures auxquels se rapportera l'appel.

LXVII. Chaque partie, l'appelant ou l'intimé, produira avant le premier jour auquel la cause pourra être entendue en appel en vertu de la section suivante, une comparution en personne ou par procureur, dans le bureau du greffier de la cour d'appel et le greffier entrera chaque cause dont le dossier lui aura été transmis de la cour de circuit, mentionnant si les parties ont respectivement comparu ou non; si l'intimé ne comparait pas comme il est présentement requis, il sera censé faire défaut, et si l'appelant manque de comparaître, il sera censé avoir abandonné son appel, et le dossier sera remis à la cour de circuit. Pourvu toujours qu'il sera loisible à l'appelant de produire avec sa comparution dans le bureau du greffier de la cour d'appel, le certificat de production de sa dite requête en appel et des documents l'accompagnant dans le bureau du greffier de circuit, pour constater au besoin qu'il a été interjeté appel, et le mettre en état d'adopter contre tel greffier de circuit tous procédés nécessaires, en cas de négligence ou de refus de sa part de transmettre ou d'avoir transmis, ainsi que tenu, à la cour du banc de la Reine, la dite requête avec le jugement et toutes les pièces et procédures se rattachant à l'appel.

LXVIII. A la première séance de la cour du banc de la reine comme cour d'appel, à l'endroit où l'appel doit être entendu, l'expiration des quarante jours qui suivront le prononcé d'un jugement porté en appel, ou à toute séance subséquente de la dite cour, l'appel, sans autre formalité, sera sommairement entendu et la dite cour rendra sur le dit appel le jugement qui aurait dû être prononcé par la cour de circuit; et le dossier dans la cause, avec le dit jugement (et l'acte de cautionnement en appel s'il a été déposé entre les mains du greffier de la cour d'appel) sera remis à la cour de circuit à l'endroit où a été rendu le jugement dont appel est interjeté, afin que le jugement de la cour du banc de la reine puisse être exécuté par la cour de circuit, et qu'il y soit adopté les autres procédures que la loi exige.

LXIX.
faire si
avis en
de pour
ci-dessu
reine ju
et, sur
déclare
dit app
dossier

LXX.
croit ex
ou mén
suscité,
pratique
d'iceux
dite co
pourra
pour le
n'étant
être dé
conseil.

LXXI.
sent act
droit, le
autres d
circuit
trict co
tenue,
cédures
cour d
établi
cour a
conser
suite, c
annulé
pective
la cour
dossier
enregis
jusqu'
aurai
cessé
crit d
temps
temps
et suj
dans
est pa

signification y a-
de circuit aux
uite à l'occasion
tificat du gref-
ement d'appel a
osé dans le bu-
ors le dit greffier
certificat de la
l'accompagnant
é appel, et certi-
au de la cour de
e la reine, à l'en-
armi les archives
ve et procédures

é, produira avan-
tendue en appel.
on en personne ou
cour d'appel et le
aura été transmis
arties ont respec-
paraît pas comme
défaut, et si l'ap-
avoir abandonné
cour de circuit
elant de produir
er de la cour d'ap-
requête en appel
reau du greffier de
interjeté appel, e
de circuit tous pa-
de refus de sa par-
ue tenu, à la cour
jugement et tout
pel.

du banc de la rei-
loit être entendu,
ont le prononcé d
ce subséquente
sera sommairement
appel le jugement
circuit; et le dossi-
e de cautionneme-
u greffier de la cour
endroit où a été re-
fin que le juge-
exécuté par la cour
procédures que la l

LXIX. Pourvu toujours que tout appelant qui négligera de faire signifier et produire comme susdit copie de telle requête et avis en appel, ou qui les ayant fait signifier et produire négligera de poursuivre le dit appel d'une manière effective en la manière ci-dessus prescrite et dans le délai que la cour du banc de la reine jugera raisonnable, sera censé avoir déserté le dit appel, et, sur demande de l'intimé, la cour du banc de la reine déclarera forfaits tous les droits et réclamations fondés sur le dit appel, et accordera les frais à l'intimé, et ordonnera que le dossier (s'il a été transmis) soit remis à la cour inférieure.

LXX. La dite cour du banc de la reine, pourra, si elle le croit expédient pour les fins de la justice, ordonner qu'un *factum* ou mémoire soit préparé et produit dans chaque appel comme susdit, et pourra accorder tel délai et faire telles règles de pratique concernant les dits appels, ou aucune classe ou classes d'iceux, ou tels règles et ordres dans chaque appel que la dite cour pourra trouver justes et équitables; et la dite cour pourra faire aussi des tarifs d'honoraires concernant tels appels pour les procureurs et autres personnes employées en iceux n'étant pas des officiers salariés ou dont les honoraires doivent être déterminés par un tarif qui sera fait par le gouverneur en conseil.

LXXI. Chaque fois qu'en vertu d'aucune disposition du présent acte la cour de circuit aura cessé d'être tenue dans un endroit, les dossiers, registres, pièces et procédures judiciaires et autres de la dite cour au dit endroit seront transmis à la cour de circuit de l'endroit où la cour supérieure sera tenue pour le district comprenant l'endroit où la cour de circuit aura cessé d'être tenue, et formeront partie des dossiers, registres, pièces et procédures d'icelle; et nul jugement, ordre, règle ou acte de la cour de circuit au dit endroit, légalement prononcé, donné, établi ou fait ne sera annulé par la cessation de la tenue de la cour au dit endroit ou par suite de telle transmission, mais conservera toute sa force et effet; et nulle action, plainte, poursuite, cause ou procédures ne tomberont, seront discontinuées ou annulées, mais seront transférées dans l'état où elles seront respectivement alors, et continueront et seront pendantes dans la cour de circuit de l'endroit auquel doivent être envoyés les dossiers, comme s'ils y avaient été respectivement portés ou enregistrés, et toutes autres procédures ultérieures y auront lieu jusqu'à jugement et exécution ou subséquemment, comme elles auraient eu lieu dans l'endroit où la cour de circuit aura ainsi cessé d'exister; et toute personne à laquelle il aura été prescrit d'y comparaître ou de faire quelqu'autre chose en aucun temps au dit endroit, comparaitra ou fera telle chose en même temps à l'endroit auquel tels dossiers doivent être transmis, et sujet aux mêmes pénalités au cas de défaut, à moins que dans quelque cas le juge ne substitue une autre époque, et il est par le présent autorisé à le faire.

L'appelant qui négligera d'adopter certaines procédures sera censé avoir abandonné son appel.

La cour du banc de la reine pourra ordonner qu'un *factum* soit préparé; elle fera des règles de pratique et un tarif, etc.

Pourvu au cas où la cour de circuit cesserait de se tenir à un endroit.

Les actions, etc., ne continueront pas.

Quant aux comparutions, etc., antérieurement ordonnées.

PROCEDURE DANS LES AFFAIRES CIVILES, EN COUR SUPERIEURE
ET EN COUR DE CIRCUIT.

Lorsqu'un plaidoyer préliminaire est produit par le défendeur, le demandeur pourra demander un plaidoyer aux mérites.

Pénalité contre le défendeur faisant défaut de produire tel plaidoyer sur demande à lui faite.

Certaines dispositions de la 16 V. c. 191, applicables.

Le défendeur ayant gain de cause sur le plaidoyer préliminaire aura droit aux frais du plaidoyer aux mérites.

Autre disposition si le plaidoyer préliminaire est une exception dilatoire.

Pro iso.

LXXII. Lorsqu'un défendeur dans une cause produira une exception à la forme, une exception déclinatoire ou une exception dilatoire, ou autre plaidoyer préliminaire, le demandeur pourra, avant d'y répondre, demander au dit défendeur son plaidoyer ou ses plaidoyers à l'action ou au mérite; et si le dit plaidoyer ou plaidoyers mentionnés en dernier lieu ne sont pas produits le ou avant le huitième jour juridique après telle demande, le demandeur pourra foreclure le dit défendeur du droit de produire aucun plaidoyer ou plaidoyers à l'action ou au mérite, en la manière prescrite par la vingt-cinquième section du dit acte de 1849, chap. 38, et alors nulle contestation ne s'élèvera entre le demandeur et le défendeur, excepté sur tel plaidoyer ou plaidoyers préliminaires, réservant cependant au défendeur le bénéfice du proviso de la dite vingt-cinquième section quant à l'avis de l'inscription de la cause à l'enquête ou pour audition; et les dispositions de la dite vingt-cinquième section et celles de la vingt-et-unième section de l'acte de 1853, chapitre 194, s'appliqueront aux causes mentionnées dans cette section, en autant seulement qu'elles peuvent être compatibles avec la présente.

LXXIII. Pourvu toujours que lorsque le défendeur, sur la demande du demandeur en vertu de la section précédente, produira un plaidoyer ou des plaidoyers à une action ou au mérite, les frais lui seront accordés s'il réussit plus tard sur les plaidoyer ou plaidoyers préliminaires; et que, si la preuve est ordonnée sur tel plaidoyer préliminaire, l'enquête se fera en même temps sur le point soulevé par le plaidoyer ou les plaidoyers à l'action ou au mérite, à moins que la cour n'en ordonne autrement, et si le défendeur réussit sur le plaidoyer ou les plaidoyers préliminaires, les frais lui seront accordés sur la dite enquête: Pourvu aussi que si tel plaidoyer préliminaire est une exception dilatoire, et que le défendeur réussisse sur icelui, tel défendeur, nonobstant la foreclusion prise contre lui en vertu de la section qui précède, aura droit, s'il n'a pas plaidé à l'action ou au mérite, de produire dans les délais voulus par la loi son ou ses plaidoyers à l'action ou au mérite, comme si foreclusion n'avait pas été obtenue contre lui, mais s'il ne plaide point dans les dits délais, telle foreclusion aura son plein et entier effet; et si tel défendeur se trouve avoir plaidé à l'action ou au mérite, il aura le droit d'amender son ou ses plaidoyers ou de plaider de nouveau, dans les délais voulus par la loi; et s'il n'amende le ou les plaidoyers par lui produits, ou s'il n'en produit point de nouveaux dans les délais voulus, il sera censé s'en tenir au plaidoyer ou plaidoyers originaires produits; et pourvu aussi que si telle exception dilatoire ainsi maintenue a rapport à demande de délai pour la mise en cause d'un garant, tout tel garant, après sa mise en cause pourra, s'il en a le droit, produire dans les délais voulus, tout plaidoyer qu'il

qu'il pour
raire, soit
soit qu'il

LXXIV.
Lorsqu'un
demandeur
aura une
non admis
signifiera
suivront t
produira
ou aucun
dits faits
produit
par la
porte qu
bien que
demi an
prétendu

LXXV.
suite pro
tel fait se
gès; et s
la cause
connaiss
a dû être
pour pr
Pèvenen

LXX
entend
d'un p
articula
la cau
ou avat
quête d
d'abor
quel qu

LXX
duction
inscrit
mener
obstan
duire
ou les
couru
contro

LX
articu

qu'il pourra avoir à articuler à l'encontre de la demande originaire, soit que le défendeur originaire ait plaidé à telle action soit qu'il ne l'ait point fait.

LXXV. Dans les deux jours qui suivront toute contestation faite sur laquelle la preuve devra être produite, chaque partie produira une articulation de faits pertinents à telle contestation et non admis dans les plaidoyers, lesquels elle entend présenter, et en signifiera copie à la partie adverse, et dans les trois jours qui suivront telle signification, la partie à laquelle elle sera faite produira et signifiera sa réponse reconnaissant ou déniaut tous ou aucun des dits faits, ou déniaut que tous ou quelques-uns des dits faits soient à sa connaissance; et si telle réponse n'est produite et signifiée dans le délai susdit, les faits articulés par la partie adverse seront considérés comme avérés par la partie qui aurait dû produire et signifier telle réponse, aussi bien que tout fait allégué dans l'articulation et non expressément dénié dans la réponse, ou que la partie faisant la réponse aura prétendu n'être pas à sa connaissance.

Articulation de faits que produira chaque partie après contestation faite : procédures ultérieures.

LXXV. Si un fait non mentionné dans l'articulation est ensuite prouvé par la partie qui l'a produite, les frais de la preuve de tel fait seront taxés contre elle, quel que soit l'événement du procès; et si un fait dénié dans telle réponse est ensuite prouvé dans la cause, ou si un fait que la partie répondante dénie être à sa connaissance, est prouvé l'être, et que le juge est d'opinion qu'il a dû être à la connaissance de la dite partie, les frais encourus pour prouver le dit fait seront taxés contre elle, quel que soit l'événement du procès.

Quant à la preuve des faits non mentionnés dans telle articulation ou non, et ensuite prouvés.

LXXVI. Tout document ou écrit dont l'une ou l'autre partie entend se prévaloir à l'enquête, ou lors du procès, dans le cas d'un procès par jury, sera produit par telle partie avec son articulation de faits, s'il n'a pas été auparavant produit dans la cause; et si un document ou écrit non produit avec ou avant la dite articulation de faits est ensuite produit à l'enquête ou au procès par la partie qui aurait dû le produire d'abord, les frais qui en résulteront seront taxés contre elle, quel que soit l'événement du procès.

Les documents dont on entend faire usage, devront être produits avec l'articulation.

LXXVII. A l'expiration des trois jours accordés pour la production de telle réponse, mais non avant, la cause pourra être inscrite à l'enquête ou il pourra être pris des procédures pour la mener à procès, dans le cas d'un procès par jury; mais nonobstant l'expiration de la dite période, toute partie pourra produire une admission de fait lors ou avant l'enquête ou procès, ou les reconnaître alors de vive voix; mais les frais déjà encourus à l'obtention de la preuve des dits faits seront taxés contre la partie les avérant, quel que soit l'événement du procès.

Inscription à l'enquête ou procédures lors d'un procès par jury.

LXXVIII. Si une partie qui aurait dû produire et signifier telle articulation de faits comme susdit, néglige de le faire au temps ci-dessus

Quant aux frais de la

preuve de faits non mentionnés dans l'articulation.

Pourvu au cas où une partie serait prise par surprise.

Les faits, etc., à l'occasion desquels les frais doivent être spécialement taxés contre l'une ou l'autre partie, devront être mentionnés dans le jugement, etc.

Les dispositions qui précèdent sont à l'effet de faciliter la mise en force de la section 85 de 12 V. c. 38.

Il ne sera pas accordé de procès par jury dans les causes au-dessous de £50.

Exceptions quant aux procès demandés avant la mise en force de la présente section.

Comment seront interrogés les témoins dans les causes contestées en cour supérieure et causes contestées en cour de circuit sujettes à appel.

ci-dessus mentionné ou déclare qu'elle n'a pas de preuve à produire à l'enquête ou procès, et qu'elle produise ensuite quelque preuve, les frais occasionnés par telle preuve seront taxés contre elle, comme aussi les frais occasionnés par la preuve de tout fait non mentionné dans la dite articulation, quel que soit l'événement du procès : et si, d'après l'avis du juge, l'autre partie a été prise par surprise par la production de telle preuve, le juge pourra remettre l'enquête ou le procès, ou faire tel autre ordre, ou imposer à la partie en défaut telles autres conditions qu'il pourra juger équitables.

LXXIX. Lorsqu'en vertu des cinq sections précédentes ou de la quatre-vingt-cinquième section de l'acte de 1849, chapitre 38, une partie des frais dans aucune cause doit être taxée contre une partie qui autrement serait exempte, le jugement mentionnera les faits ou le document ou l'écrit à l'occasion desquels les dits frais sont à la charge de telle partie, et ils seront taxés contre elle en conséquence ; et le montant en pourra être recouvré de la manière ordinaire par la partie adverse ou sera par elle déduit sur le montant de tout jugement ou des frais recouvrés ou recouvrables contre elle dans la cause.

LXXX. Les six sections immédiatement précédentes seront interprétées comme ayant été décrétées pour donner suite aux dispositions contenues dans la quatre-vingt-cinquième section du dit acte de 1849, chapitre 38, lesquelles dispositions seront toujours appliquées dans la cour supérieure et la cour de circuit, dont les règles de pratique pourront comprendre toute disposition qui pourra être considérée comme nécessaire pour mettre à effet les dispositions de la dite quatre-vingt-cinquième section.

LXXXI. Les trente-cinquième et quatre-vingt-huitième sections du dit acte de 1849, chapitre 38, sont par le présent abrogées ; et nul procès par jury ne sera accordé dans une action ou poursuite civile dans laquelle la somme d'argent ou la valeur de la chose réclamée ou en litige, n'excèdera pas cinquante louis courant, à moins que l'action ne soit intentée avant le temps où la présente section deviendra en force, et que l'une des parties n'ait déclaré, avant le dit temps, son option ou volonté d'avoir un procès par jury dans la dite action, auquel cas la dite quatre-vingt-huitième section s'appliquera.

LXXXII. Chaque témoin, dans toute cause contestée en cour supérieure et dans toute cause contestée sujette à appel en cour de circuit, sera interrogé en présence d'un juge de la dite cour qui pourra faire au témoin toutes les questions qui lui paraîtront pertinentes au point en contestation, et qui prendra lui-même par écrit, ou fera prendre par écrit par le protonotaire ou greffier de la cour ou par un écrivain employé par lui, mais sous la direction immédiate du juge, des notes des parties importantes du témoignage donné par le dit témoin et de toutes les objections

objection dont ces relues et, faire faire pour qu'en son témoignement seront signés par le dit

LXXX
quera pas
cés par j
de la qua
continuer

LXXX
mentionn
cause au
greffier d
toutes ac
les dites
preuve c
faites pa

LXXX
cause su
deur fera
partie, la
fier de la
seront fa
ou hors
toutes au
juge de

LXXX
toires su
cour de
pondre c
ou au p
le juge
telle enq
partie to
auxquel
d'une r
qu'elles
d'y répo
tion au
question
tie et au
tion, ai
refusera
le proto
tera alo

le preuve à pro-
suisse quelque
e seront taxés
ar la preuve de
a, quel que soit
u juge, l'autre
de telle preuve,
a faire tel autre
autres conditions

objections sur lesquelles aucune des parties a insisté et la manière dont ces objections ont été adjugées ; et les dites notes seront relues et, s'il est nécessaire, expliquées au témoin qui pourra y faire faire les ajoutés ou les corrections qui seront nécessaires pour qu'elles expriment correctement les parties importantes de son témoignage, il les signera alors s'il sait écrire, puis elles seront signées par le juge et constitueront le témoignage rendu par le dit témoin.

écédentes ou de
49, chapitre 38,
e taxée contre
jugement men-
casion desquel
ils seront taxés
pourra être re-
verse ou sera
nt ou des frais
use,

LXXXIII. La section immédiatement précédente ne s'appliquera pas à la manière de prendre les témoignages dans les procès par jury dans les causes civiles, auxquelles les dispositions de la quatrième section de l'acte des jurés de 1851, chapitre 89, continueront à s'appliquer à cette fin.

La section qui précède ne s'appliquera pas aux procès par jury.

écédentes seront
r donner suite
vingt-cinquième
les dispositions
rieure et la cour
comprendre toute
nécessaire pour
vingt-cinquième

LXXXIV. Le juge président à l'enquête dans toute cause mentionnée comme susdit, ou à un procès par jury dans une cause au civil, prendra ou fera prendre par le protonotaire ou greffier de la cour ou un écrivain employé par lui, des notes de toutes admissions faites de vive voix par l'une des parties, et les dites notes étant signées par le juge formeront partie de la preuve dans la cause et vaudront comme si elles eussent été faites par écrit en due forme par telle partie.

Des notes sur les admissions de vive voix seront prises ; leur effet.

rt-huitième sec-
le présent abro-
ans une action
ent ou la valeur
pas cinquante
tentée avant le
et que l'une des
tion ou volonté
auquel cas la

LXXXV. Dans toute cause devant la cour supérieure, ou cause sujette à appel devant la cour de circuit, lorsque le défendeur fera défaut ou que le demandeur aura droit de procéder *ex parte*, la preuve pourra se faire devant le protonotaire ou le greffier de la cour à l'endroit où l'action est portée, et des notes en seront faites et signées par lui, en tout temps durant le terme ou hors du terme, et il pourra assermenter les témoins et faire toutes autres choses relatives à l'enquête en telle cause, qu'un juge de la cour est autorisé à faire.

Dans les causes *ex parte*, la preuve pourra être reçue par le protonotaire ou le greffier.

ontestée en cour
à appel en cour
de la dite cour
ai lui paraîtront
ndra lui même
taire ou greffier
ies, mais sous la
es importantes
de toutes les
objections

LXXXVI. Toute partie sommée de répondre à des interrogatoires sur faits et articles, dans une cause en cour supérieure ou cour de circuit, pourra par telle sommation être tenue de répondre de vive voix, cour tenante, ou à l'enquête dans la cause ou au procès devant le jury, et telles réponses seront prises par le juge ou par le greffier ; et le juge président telle cour ou telle enquête ou procès pourra soumettre de vive voix à la dite partie toutes autres questions pertinentes aux interrogatoires, et auxquelles il pourra considérer nécessaire qu'il soit répondu d'une manière franche et entière, ou pertinentes aux faits qu'elles sont destinées à prouver, en cas d'admission par refus d'y répondre, et la réponse ou refus de répondre à toute question ainsi soumise par le juge aura le même effet que si telle question faisait partie des interrogatoires signifiés à la dite partie et auxquels elle a été sommée de répondre ; et toute question, ainsi soumise par le juge à laquelle la partie interrogée refusera de répondre, sera, sur ordre du juge, mise par écrit par le protonotaire ou greffier ou un écrivain employé par lui et restera alors de record et aura effet comme susdit.

Les parties sommées de répondre aux interrogatoires sur faits et articles pourront être requises de le faire *vivâ voce*.

D'autres questions pourront être soumise par le juge.

Effet du refus de répondre.

LXXXVII.

Certains faits
seront pré-
sumés vrais
dans les causes
ex parte sur
billets, etc.

A moins qu'un
affidavit au
contraire ne
soit fait et
déposé.

Cela n'af-
fectera pas le re-
cours en faux.

Les règles de
pratique ac-
tuelles conti-
nueront à être
en force jus-
qu'à ce qu'elles
soient chan-
gées.

Pouvoir des
juges de faire
des règles de
pratique pour-
ra être exercé
par dix ou un
plus grand
nombre d'en-
tre eux.

Les protono-
taires et gref-
fiers pourront

LXXXVII. Si dans une action sur lettre de change ou billet négociable, cédula, chèque, écrit ou promesse, ou autre acte ou marché par écrit sous seing privé, le défendeur fait défaut, ou si pour toute autre raison le demandeur se trouve avoir droit de procéder *ex parte*, alors toute signature et écriture sur telle lettre de change ou billet ou cédula, écrit, chèque, promesse, acte, ou marché sous seing privé seront présumées vraies sans en faire la preuve, et jugement pourra être rendu en conséquence; et si dans toute telle action un défendeur dénie sa signature, ou toute autre signature ou écriture sur telle lettre de change, billet ou écrit, cédula, chèque, promesse, acte ou marché sous seing privé ou la vérité de tel document ou de partie d'icelui, ou que le protêt, avis et signification d'icelui (si le demandeur allègue qu'il en a été fait) aient été régulièrement faits—que cette dénégation soit faite en plaidant la dénégation générale ou dans d'autres plaidoyers, tels document et signatures seront néanmoins présumés vrais, et tel protêt, avis et signification seront considérés comme ayant été régulièrement faits, à moins qu'avec tel plaidoyer il ne soit produit un affidavit du dit défendeur ou de quelque personne agissant comme son agent ou commis et connaissant les faits en telle qualité, à l'effet que tel document ou partie importante d'icelui n'est pas vrai, ou que sa signature ou celle de quelqu'autre personne apposée au dit document est contrefaite, ou que tel protêt, avis et signification n'ont pas été régulièrement faits et en quoi la prétendue irrégularité consiste; mais rien de contenu dans cette section ne préjudiciera à tout recours en faux ou tout recours par requête civile après jugement, si telle signature est contrefaite.

LXXXVIII. Les règles de pratique et tarifs d'honoraires en force dans la cour supérieure ou dans la cour de circuit lorsque cette section viendra en force, continueront à l'être jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par autorité compétente, et s'appliqueront à la cour supérieure et à la cour de circuit dans tous les districts et endroits, excepté en autant qu'ils auront pu avoir été rendus applicables à certains districts ou endroits seulement.

LXXXIX. Le pouvoir conféré aux juges de la cour supérieure, ou à six ou à un plus grand nombre d'entre eux, par la centième section du dit acte de 1849, chapitre 38, de faire, amender ou abroger des règles de pratique pour la dite cour et pour la cour de circuit, ainsi que des tarifs d'honoraires, restera aux juges de la cour supérieure, et pourra être exercé par dix ou un plus grand nombre d'entre eux, en pareille manière; sujet toujours, quant aux tarifs des honoraires, aux restrictions contenues dans le présent acte ou dans les autres actes subséquents au dit acte de 1849.

XC. Le protonotaire de la cour supérieure et le greffier de la cour de circuit en tout endroit, auront plein pouvoir de taxer les frais dans les causes et procédures dans leurs cours respectives

respecti-
mèmes
que si e-
sera suj-
le même
supérieur
temps, d-
ou le gre-
qui cons-
procureur
révision
telle rév-
servir de
par le ju-
et s'il est
shérif ou
elle sera
partie qu-
somme a-
séquences

XCI.
chapitre

Et tou-
ou la dite
tant en c-
terme ou
supérieur
mais dur-
coer dans
dit se t-
seront a-
vérificati-
tuteurs e-
des déb-
autre ac-
amis da-
ventaires
levée de
ou refus-
blées po-
ou tenue
nature e-
formeront
ou ces p-
endroit,
nominat-
section
hors de
dite cou-
terme, e

change ou billet
ou autre acte ou
fait défaut, ou
avoir droit de
sur telle lettre
messe, acte, ou
sans en faire
séquence; et si
nature, ou toute
sous seing privé
, ou que le pro-
curateur allègue qu'il
a dénié la dénéga-
tion ou dans d'autres
néanmoins pré-
senteront considérés
qu'avec tel plai-
défendeur ou de
a commis et con-
tel document ou
he sa signature
dit document est
on n'ont pas été
ularité consiste;
éjudiciera à tout
ville après juge-

d'honoraires en
le circuit lorsque
l'être jusqu'à ce
compétente, et
r de circuit dans
qu'ils auront pu
dicts ou endroits

de la cour supé-
entre eux, par la
88, de faire, amen-
cour et pour la
ires, restera aux
exercée par dix ou
e manière; sujet
x restrictions con-
actes subséquents

ure et le greffier
plein pouvoir de
dans leurs cours
respectives

respectives en tel endroit; et telle taxation sera faite sous les mêmes règles et en la même manière, et aura le même effet que si elle eut été faite par un juge de la cour, excepté qu'elle sera sujette à être révisée par un juge de la cour supérieure dans le même district et au même endroit, durant tout terme de la cour supérieure ou de circuit où jugement a été rendu, en tout temps, dans les six mois après telle taxation par le protonotaire ou le greffier, et après avis suffisant (le juge devant décider ce qui constituera un avis suffisant) à la partie adverse ou à son procureur; mais ni la non-expiration du délai accordé pour telle révision ni aucune correction faite par le juge dans le cours de telle révision, n'auront l'effet de suspendre l'exécution ou de servir de base à une opposition, mais toute somme déduite par le juge sera déduite sur le montant à être payé ou prélevé, et s'il est prélevé, elle sera remise à la partie qu'il appartient par le shérif ou l'huissier qui aura fait le prélèvement, ou s'il est payé elle sera remboursée par la partie qui aura reçu le montant à la partie qui l'aura payé, et le dit ordre du juge pour déduire telle somme aura l'effet d'un jugement à cet égard, et pourra en conséquence être mis en force par exécution.

XCI. La soixante-quatorzième section du dit acte de 1849, chapitre 38, est par le présent acte abrogée :

Et tout juge de la cour supérieure, en tout endroit où la dite cour ou la cour de circuit pourrait alors être tenue, tant en cour que hors de cour, pendant le terme ou hors de terme ou durant la vacance, et tout protonotaire de la cour supérieure à l'endroit où il tient son bureau, hors de cour, mais durant le terme ou hors de terme, auront et pourront exercer dans et pour le district dans lequel tel endroit comme susdit se trouvera, le même pouvoir et la même autorité dont seront alors revêtus la cour supérieure et ses juges pour la vérification des testaments, pour l'élection et nomination de tuteurs et curateurs, tant sous la loi générale que sous l'acte des débiteurs insolubles de 1849, chapitre 42, ou sous tout autre acte, pour recevoir les conseils et avis de parents et amis dans les cas où la loi le requiert, pour les clôtures d'inventaires, attestation de comptes, insinuations, apposition et levée des scellés, émancipation des mineurs, homologation ou refus d'homologation des procédures adoptées aux assemblées pour avis de parents, convoquées et tenues par un notaire ou tenues en sa présence et pour tous autres actes de la même nature exigeant diligence; et les procédures en pareils cas formeront partie des records de la cour supérieure à l'endroit où ces procédures auront lieu, ou de la cour de circuit de tel endroit, si la cour supérieure n'y est pas tenue; mais les nominations et ordres faits par un protonotaire en vertu de cette section ou faits en vertu de la même section par tout juge hors de cour, pourront être mis de côté par tout juge de la dite cour siégeant dans le même district, en cour et durant le terme, en la même manière et en vertu des dispositions de la loi

taxer les frais ;
lesquels seront
sujets à être
révisés par un
juge.

Le droit de
révision ne
suspendra pas
l'exécution,
etc.

La section 74
de 12 V. c. 38
abrogée, et
autres disposi-
tions faites re-
lativement aux
matières qui
exigent dili-
gence.

Aux archives
de quelle cour
appartiendront
les procédures
en vertu de la
présente sec-
tion.

Les nomina-
tions faites
hors de cour

pourront être
mises de côté
cour tenant.

loi d'après lesquelles toutes nominations et ordres faits par un ou plusieurs juges hors de cour, dans les matières exigeant diligence, auraient pu être mis de côté par la cour supérieure immédiatement avant l'époque de la mise en force du dit acte de 1849, chapitre 38.

Les matières
de comptes
pourront être
référées à des
comptables
comme arbi-
tres.

XCH. Dans toutes causes, maintenant ou qui seront à l'avenir pendantes, entraînant règlement de comptes, il sera loisible aux dites cours, respectivement, d'ordonner audition de compte, et de renvoyer tout compte ou matières de comptes en question dans toute telle cause, à une personne ou à des personnes entendues en pareilles matières et habiles comme auditeurs, avec pouvoir d'agir et d'en faire rapport en la même manière que font les experts dans les causes dans lesquelles des experts peuvent être nommés en vertu de la loi ;—les rapports seront traités comme le sont les rapports d'experts.

COMMISSAIRES ENQUÊTEURS.

Des commis-
saires enquê-
teurs pourront
être nommés
en certains cas.

XCH. 1. Dans toute cause en cour supérieure ou cour de circuit, où il y aura enquête à faire, il sera loisible à la cour devant laquelle telle cause ou instance sera pendante, de nommer une personne compétente comme commissaire enquêteur pour faire l'enquête, lorsqu'à raison de la nature du litige, ou du nombre, ou de l'éloignement des témoins à examiner, ou de la difficulté ou multiplicité des faits à prouver, ou de toute autre cause suffisante, il sera démontré à la cour, à la demande de l'une des parties intéressées, que par la nomination d'un tel commissaire enquêteur les fins de la justice seront mieux obtenues dans toute telle cause ou instance ;

Le jugement
qui les nom-
mera fixera le
temps et le lieu
de leurs pro-
cédés.

2. Le jugement interlocutoire qui nommera tout commissaire enquêteur contiendra la mention de l'endroit où des endroits où l'enquête devra être faite et du délai dans lequel elle devra être parachevée ; mais tel délai pourra être prorogé par la cour pour toute cause par elle jugée suffisante ;

Serment d'of-
fice.

3. Tout commissaire enquêteur prêtera, devant un juge de la cour supérieure, ou un commissaire autorisé de recevoir des affidavits, pour servir dans les cours du Bas Canada serment de bien et fidèlement remplir ses devoirs ;

Avis aux par-
ties.

4. Il donnera aux parties avis au moins de huit jours du temps et du lieu où il devra commencer à faire l'enquête ;

Sommations
des témoins.

5. Les témoins seront assignés par bref ou writ de subpoena émané de la cour saisie de la cause ou instance, à comparaître devant lui pour rendre leur témoignage ;

Serment.

6. Il assermentera les témoins ;

7. Il
ultérieu-
parties.
l'enquête
ment in-
par la c

8. To-
tance à
d'un ju

9. Cl-
enquête
faire au-
tinentes
par écri-
tion in-
tielles c
objectio-
nière d
notes s
qui pou-
qu'elles
essentie-
s'il sait
enquête
moins ;

10.
littéral
prendre
admissi-
étant s
la pres
faites

11.
toires
éman
de ré-
enqu-
répon-
répon-
il pou-
comp-
toires
répon-
faits
refus
ques
mén-
toire

7. Il pourra remettre l'enquête de jour en jour ou à tel jour ultérieur qu'il fixera, jusqu'à ce que tous les témoins des parties aient été entendus, mais il ne pourra ainsi remettre l'enquête au delà du délai fixé pour sa confection dans le jugement interlocutoire, à moins que tel délai n'ait été prorogé par la cour ;

Pouvoir d'ajourner limité.

8. Tout commissaire enquêteur à l'égard de la cause ou instance à lui référée pour faire l'enquête aura tous les pouvoirs d'un juge présidant à l'enquête en cour supérieure ;

Pouvoirs généraux.

9. Chaque témoin dans une cause commise à un commissaire enquêteur sera interrogé en présence de ce dernier qui pourra faire au témoin toutes les questions qui lui paraîtront pertinentes, et qu'il prendra lui-même par écrit ou fera prendre par écrit par un écrivain nommé par lui mais sous sa direction immédiate, des notes des parties importantes et essentielles du témoignage donné par le témoin, et de toutes les objections sur lesquelles les parties auront insisté et la manière dont ces objections auront été par lui adjugées, et les dites notes seront lues, et s'il est nécessaire, expliquées au témoin qui pourra y faire les ajouts ou les corrections nécessaires pour qu'elles expriment correctement les parties importantes et essentielles de son témoignage, et le témoin les signera alors, s'il sait écrire, et puis elles seront signées par le commissaire enquêteur et constitueront le témoignage rendu par le dit témoin ;

Mode de prendre les témoignages.

10. Tout commissaire enquêteur recevra aussi toute preuve littérale pertinente produite par les parties, et prendra et fera prendre par tout écrivain employé par lui, des notes de toutes les admissions faites de vive voix par les parties, et les dites notes étant signées par le commissaire enquêteur formeront partie de la preuve dans la cause, et vaudront comme si elles eussent été faites par écrit ;

Preuves écrites.

11. Toute partie sommée de répondre à des interrogatoires sur faits et articles, pourra par la sommation à être émanée de la cour saisie de la cause ou instance être tenue de répondre de vive voix à l'enquête devant le commissaire enquêteur ; ce dernier assermentera la partie sommée de répondre, prendra ses réponses par écrit, si elle comparait pour répondre, ou constatera son défaut, si elle ne comparait point ; il pourra aussi soumettre de vive voix à la dite partie, si elle comparait, toutes autres questions pertinentes aux interrogatoires et auxquelles il pourra considérer nécessaire qu'il soit répondu d'une manière franche et entière, ou pertinentes aux faits qu'elles sont destinées à prouver, en cas d'admission par refus d'y répondre, et la réponse ou le refus de répondre à toute question ainsi soumise par le commissaire enquêteur, aura le même effet que si telle question faisait partie des interrogatoires signifiés à la dite partie et auxquelles elle a été sommée de

Les parties pourront être examinées sur faits et articles.

D'autres questions pourront être posées par les commissaires enquêteurs.

Effet du refus
de répondre.

de répondre ; et toute question ainsi soumise par le commissaire enquêteur, à laquelle la partie interrogée refusera de répondre, sera mise par écrit par le commissaire enquêteur, et restera de record et aura effet comme susdit ;

Rapport sera
fait à la cour.

12. Tout commissaire enquêteur après la confection de l'enquête à lui commise, en fera rapport devant la cour au jour ou avant le jour indiqué à cette fin dans le jugement interlocutoire, en vertu duquel il aura été nommé, ou à tel jour ultérieur qui aura été fixé par un jugement interlocutoire subséquent ;

Les juges
pourront faire
des règles de
pratique et un
tarif d'hono-
raires.

13. Les juges de la cour supérieure ou dix ou plus d'entre eux, ainsi que pourvu par cet acte, pourront faire toute règle de pratique nécessaire concernant la confection des enquêtes par tout commissaire enquêteur, soit que telles enquêtes aient lieu en cour supérieure soient qu'elles aient lieu en cour de circuit, et tout tarif d'honoraires pour les commissaires enquêteurs, conseils, avocats et procureurs, et toutes autres personnes employées dans la confection de telles enquêtes, n'étant point des officiers salariés ou dont les honoraires ont à être déterminés par un tarif à être fait par le gouverneur en conseil ; toute telle règle de pratique et tout tel tarif pourront être changés ou abrogés par les dits juges ;

Les disposi-
tions précé-
dentes s'appli-
queront aux
enquêtes dans
l'une ou l'autre
cour.

14. Toutes les dispositions ci-dessus relatives à la confection d'enquête par un commissaire enquêteur, s'appliqueront aux enquêtes à avoir lieu soit en cour supérieure, soit en cour de circuit, et aux causes devant cette dernière cour soit qu'elles soient sujettes à appel soit qu'elles ne le soient point ;

Le pouvoir de
nommer des
commissaires
ne sera pas
altéré.

15. Le pouvoir de nommer des commissaires enquêteurs ne diminuera en rien le pouvoir que possèdent les dites cours de faire émaner des commissions pour l'examen de témoins ou de tous autres.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX NOUVEAUX DISTRICTS.

Mêmes offi-
ciers dans les
nouveaux dis-
tricts qu'ail-
leurs.

XCIV. Les officiers liés à l'administration de la justice dans chacun des nouveaux districts et dans les circuits de comté, seront les mêmes que dans ceux existant immédiatement avant l'époque de la mise en force de la présente section, et des personnes compétentes pourront de la même manière être nommées pour remplir les dites charges ; et s'il y a plus d'un endroit où la cour de circuit sera tenue dans un comté, un greffier pourra être nommé dans chaque endroit ; et toutes les dispositions de la loi relatives à telles charges respectivement, tant au sujet du cautionnement à être fourni par les personnes qui les remplissent ou de la nomination de députés, qu'au sujet de toutes autres matières, s'étendront aux mêmes officiers dans les nouveaux districts et dans les circuits de comté, sujettes toujours aux dispositions du présent acte.

Certaines dis-
positions qui
les concerne-
ront.

XCX.

XCX.
par tels
voaux d
de l'acte
charges

XCXI.
officiers
chef-lieu
audience
paix da
respecti
veur-gé
torisées
sous les
des mèn
fois que
siers au
entre le
greffiers
raires e
un fon
officiers
parmi l
de sala
gouver

XCX.
que de
les no
supérie
elles a
lesque
blable
quels
ou auc
endroi
pouv
pouv
dans
except
raitra
banc
affair
sessio
procl
dépê

XCX.
des l
Kam
pliqu

commissaire de répondre, et restera de

XCIV. Pourvu toujours que le cautionnement à être donné par tels officiers comme susdit, nommés dans aucun des nouveaux districts, ne sera pas plus élevé que celui donné, en vertu de l'acte de 1849, par les personnes qui remplissent les mêmes charges dans les districts de Kamouraska et Outaouais.

Montant du cautionnement limité.

ction de l'en-
ur au jour ou
interlocutoire,
ultérieur qui
équent ;

XCVI. Les honoraires et émoluments d'office des divers officiers de la cour supérieure ou de la cour de circuit au chef-lieu, y compris les crieurs, assistants crieurs ou huissiers audienciers, des shérifs, coroners, greffiers de la couronne et de la paix dans les nouveaux districts, seront perçus par ces officiers respectivement, mis en compte et versés entre les mains du receveur-général, déduction faite de toutes dépenses contingentes autorisées par le gouverneur en conseil, en la même manière et sous les mêmes dispositions que les honoraires et émoluments des mêmes officiers dans les autres districts, à l'exception toutefois que les honoraires des crieurs, assistants crieurs ou huissiers audienciers seront exigés, perçus, mis en compte et versés entre les mains du receveur-général par les protonotaires ou greffiers des dites cours respectivement ; mais les dits honoraires et émoluments, perçus dans chaque tel district, formeront un fonds à part, qui sera appelé, *Le fonds d'honoraires des officiers de justice du district de* , et ils seront distribués parmi les dits officiers de justice dans le district sous forme de salaires annuels ou autrement, dans les proportions que le gouverneur en conseil de temps à autre prescrira.

Fonds d'honoraires établi pour chaque nouveau district.

Il sera distribué par ordre du gouverneur en conseil.

XCVII. Le gouverneur pourra, par proclamation, ordonner que des cours de sessions de quartier seront tenues dans les nouveaux districts, aux endroits où se tient la cour supérieure, et elles seront ainsi tenues en conséquence, et elles auront les mêmes pouvoirs dans et pour les districts dans lesquels elles sont respectivement tenues que les cours semblables auront alors dans et pour les districts actuels dans lesquels elles sont respectivement tenues ; mais aucune telle cour, ou aucun terme de la cour du banc de la reine ne sera tenu à des endroits où il ne se tient pas de terme de la cour supérieure ; pourvu toujours que la tenue des cours de sessions de quartier pourra être discontinuée en aucun temps par proclamation, dans tout nouveau district ou dans aucun des districts actuels excepté ceux de Québec et Montréal, chaque fois qu'il apparaîtra au gouverneur que les termes criminels de la cour du banc de la reine dans tel district, suffisent pour la dépêche des affaires criminelles du district, et la tenue des dites cours de sessions de quartier pourra en aucun temps être rétablie par proclamation semblable si, dans l'opinion du gouverneur, la dépêche des affaires criminelles du district l'exige.

Dans quel cas seront tenues les cours de sessions de quartiers dans les nouveaux districts, et où.

Les dites cours pourront aussi être discontinuées par proclamation, et établies de nouveau.

XCVIII. Les dispositions de la loi qui règlent la préparation des listes de jurés et l'assignation des jurés dans les districts de Kamouraska et Outaouais (y compris les dispositions qui s'appliquent à ces districts en commun avec les autres districts) s'appliqueront

Quelles dispositions s'appliqueront à l'assignation des jurés aux

cours criminels, dans les nouveaux districts.

s'appliqueront aux listes de jurés et à l'assignation des jurés dans les nouveaux districts constitués par le présent acte et en régleront la préparation, excepté qu'il n'y aura qu'une seule liste des grands jurés qui comprendra les personnes capables de servir comme tels, soit à la cour du banc de la reine ou d'oyer et terminer, ou à la cour des sessions de quartier, et les personnes sur ces listes devront et pourront servir comme grands jurés dans toutes les dites cours, et excepté qu'il n'y aura qu'une seule liste de petits jurés pour les cours de juridiction criminelle, laquelle liste comprendra les personnes qualifiées à agir comme tels jurés, soit dans les cours de juridiction criminelle supérieure, soit dans les sessions de quartier, et les personnes inscrites sur la dite liste pourront servir et serviront comme petits jurés dans toute cour criminelle dans le district.

Allocation aux petits jurés aux cours criminelles dans les nouveaux districts.

XCIX. L'allocation qui sera payée à chaque personne servant comme petit juré devant une cour de juridiction criminelle dans aucun des nouveaux districts, sera fixée de temps à autre par le juge tenant telle cour, mais ne sera pas de moins de deux chelins et six deniers, ni de plus de cinq chelins pour chaque jour que tel juré sera nécessairement absent du lieu ordinaire de sa résidence, mais il n'aura pas droit à d'autre allocation pour frais de voyage ; une semblable allocation ne sera payée non-plus à aucun petit juré dont le lieu ordinaire de résidence est dans les limites de la cité ou ville, ou de la paroisse ou township dans lesquels telle cour est tenue.

COURS DE JUSTICE ET PRISONS DANS LES NOUVEAUX DISTRICTS.

Exposé.

Et vu qu'il est expédient de créer un fonds à même lequel, sans avoir recours aux charges et aux frais d'une taxation locale onéreuse, les cours de justice et prisons pourront être construites dans les nouveaux districts, ainsi que les cours de justice dans les divers comtés dans lesquels les cours de justice de districts ne sont pas situées, à ces causes,—

Le fonds des municipalités du Bas Canada approprié pour des fins du présent acte.

C. Le montant du fonds des municipalités du Bas Canada, créé par l'acte des réserves du clergé, de 1854, chapitre 2, après déduction des charges qui y sont portées en vertu du dit acte, ne sera pas réparti parmi les municipalités du Bas Canada ni à elles payé, en la manière prescrite par le dit acte, mais sera approprié pour les fins du présent acte.

£75,000 pourront être prélevés en débetures sur le crédit du dit fonds.

CI. Le gouverneur en conseil pourra autoriser le receveur-général à prélever, de temps à autre, telle somme ou sommes de deniers, n'excédant pas en tout soixante-quinze mille louis, suivant qu'il sera nécessaire pour les fins du présent acte, par l'émission de débetures provinciales qui seront payées et remboursées, en principal et intérêt, à même tous les deniers provenant du dit fonds des municipalités du Bas Canada, lequel sera et est par le présent acte approprié à cette fin, après paiement des charges susdites.

CII.

CII. Le
acte seron
ling soit c
cent par
temps et
convenab
niers for
bourseme
immédiat
cés en for
rection du

CIII. A
une soum
gouverne
population
tances le
veaux dis
son, dans
à autre é
publics p

CIV. L
un nouve
pour l'ajo
tion imm
somme à
prison, c
de comt
tion qui
chaque d
prélevée
une mu
somme,
des autr
pouvoir
employé
avec cel
ment pr

CV.
tice et p
nira un
par les
toutes c
il en se
tout si
même
par pro
nable s
le sera
annexé

des jurés dans
cte et en règle-
une seule liste
es capables de
de la reine ou
de quartier, et
servir comme
epté qu'il n'y
cours de juri-
les personnes
cours de juridic-
ns de quartier,
rront servir et
ninelle dans le

ersonne servant
ion criminelle
e de temps à
a pas de moins
q echelins pour
absent du lieu
droit à d'autre
e allocation ne
lieu ordinaire
ville, ou de la
t tenue.

AUX DISTRICTS.

à même le quel,
ne taxation lo-
s pourront être
ue les cours de
es cours de jus-
s,—

s du Bas Ca-
e 1854, chapitre
es en vertu du
palités du Bas
par le dit acte,
e.

oriser le rece-
me ou sommes
nze mille louis,
résent acte, par
payées et rem-
s deniers prove-
Canada, lequel
fin, après paie-

CII. Les débetures qui seront émises en vertu du présent acte seront en la forme, pour des sommes séparées soit en sterling soit en courant, au taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et payables en principal et intérêt en tels temps et lieux que le gouverneur en conseil jugera le plus convenable et qu'il prescrira de temps à autre ; et tous déniers formant partie du dit fonds et applicables au remboursement du dit principal et intérêt et qui ne seront pas immédiatement requis pour les fins du présent acte, seront placés en fonds provinciaux par le receveur-général, sous la direction du gouverneur en conseil.

Formule des débetures.

Placement de toute partie du fonds qui ne sera pas immédiatement requise.

CIII. A même le dit fonds des municipalités du Bas Canada, une somme n'excédant pas cinq mille louis, à être fixée par le gouverneur en conseil, en tenant compte de l'étendue, de la population et des affaires du district et des autres circonstances locales, pourra être employée dans chacun des nouveaux districts à la construction d'une cour de justice et prison, dans et pour ce district ; et cette somme pourra de temps à autre être avancée et payée aux commissaires des travaux publics par le receveur-général sur le warrant du gouverneur.

Appropriation pour construire une cour de justice et prison dans chaque nouveau district.

CIV. Pourvu toujours, que si les municipalités de comté dans un nouveau district, jugent à propos de prélever une autre somme pour l'ajouter à celle accordée aux districts, en vertu de la section immédiatement précédente, et être employée avec cette somme à la construction d'une meilleure cour de justice et prison, elles auront plein pouvoir de le faire, et les délégués de comté pourront s'entendre sur la somme et sur la proportion qui en sera prélevée dans chaque comté, et le conseil de chaque comté aura plein pouvoir de prélever la somme à être prélevée dans ce comté ; et si une municipalité de comté ou une municipalité locale juge à propos de prélever une autre somme, indépendamment des autres comtés dans le district ou des autres municipalités locales dans le comté, elle aura plein pouvoir de le faire ; et toute telle somme additionnelle sera employée et dépensée par les commissaires des travaux publics avec celle accordée au district, en vertu de la section immédiatement précédente.

Proviso : les municipalités pourront prélever une somme additionnelle qui sera ajoutée à celle plus haut limitée.

CV. La municipalité du comté dans lequel la cour de justice et prison pour un nouveau district seront construites, fournira un site convenable pour cet objet, lequel sera approuvé par les commissaires des travaux publics et devra être franc de toutes charges ; et si le conseil manque de fournir tel site, quand il en sera requis par les commissaires, ils pourront accepter tout site convenable qui sera donné à la couronne pour le même objet au chef-lieu ou auprès ; ou le gouverneur pourra, par proclamation, choisir quelqu'autre endroit où un site convenable sera ainsi donné pour être le chef-lieu, et le dit endroit le sera alors, comme s'il eut été désigné dans la cédula A annexée au présent acte.

La municipalité de comté devra fournir le site.

Ce qui sera fait si elle ne le fait pas.

Allocation aux comtés dans lesquels le chef-lieu ne se trouvera pas, pour une cour de justice de comté.

Si la cour de circuit est tenue dans plus d'un endroit dans le comté.

Allocation aux comtés dans lesquels ne se tiendra pas la cour de circuit.

Disposition quant aux cours de justice actuelles qui ne seront pas requises en vertu de cet acte.

Les cours de justice et prisons seront construites par les commissaires des travaux publics; les pouvoirs desquels commissaires devront s'appliquer à ces édifices.

Les plans seront au préalable approuvés par le gouverneur en conseil.
Proviso.

CVI. A même le dit fonds des municipalités du Bas Canada, il sera accordé à chaque municipalité de comté, y comprise celle du comté de Compton, dans laquelle il n'y aura pas de cour de district, la somme de trois cents louis pour construire ou se procurer une cour de justice de comté, à un endroit qui sera approuvé par le gouverneur comme celui où devrait se tenir la cour de circuit dans tel comté, et sur un site qui sera fourni par la municipalité locale dans laquelle il est situé, franc de toutes charges et approuvé par les commissaires des travaux publics; et jusqu'à ce que la dite somme soit requise pour telle fin, l'intérêt en sera payé annuellement au comté comme pour des fins municipales, ou, à l'option de tel comté, ajouté à telle somme pour être employé à construire ou se procurer une meilleure cour de justice; et s'il y a plus d'une cour de justice à construire dans le comté, la seconde et toutes, à l'exception de la première, seront construites aux frais du comté, sur un site qui sera fourni comme susdit par la municipalité locale dans laquelle elle sera construite.

CVII. A même le dit fonds des municipalités du Bas Canada, il sera accordé à chaque municipalité de comté dans laquelle il n'y a pas de cour de district, et dans laquelle aucun endroit ne peut, en vertu du présent acte, être choisi ou continué comme celui où se tiendra la cour de circuit, la somme de cent cinquante louis, pour des fins municipales.

CVIII. Si dans un comté de tout nouveau district il y a une cour de justice qui ne soit point requise pour l'usage de tel comté ou district, le gouverneur par ordre en conseil, pourra la faire vendre et ajouter le produit de la vente à la part du fonds des municipalités revenant au district, ou au comté si le chef-lieu du district n'est pas dans tel comté, pour contribuer à la construction de la dite cour de justice et prison ou de la cour de justice dans tel comté.

CIX. Les cours de justice et prisons de district ci-dessus mentionnées seront construites par les commissaires des travaux publics sous le contrôle du gouverneur en conseil; et tous les pouvoirs dont sont revêtus les dits commissaires relativement à la prise de terrains requis pour travaux publics, et tous les autres pouvoirs dont ils sont revêtus, ou dont sont revêtues les parties autorisées à contracter avec eux pour le transport de tels terrains, et toutes les dispositions des actes relatifs aux dits commissaires et aux travaux publics construits sous leur surveillance, s'appliqueront, en autant qu'ils ne sont pas incompatibles avec le présent acte, et s'étendront aux dites cours de justice et prisons, et aux sites requis, et à leur construction, et aux dits commissaires en cet égard; mais nul plan ne sera adopté par les dits commissaires pour la construction de ces cours de justice et prisons ou aucune d'elles, s'il n'a été approuvé par le gouverneur en conseil; mais rien de contenu dans le présent acte n'aura l'effet d'empêcher une municipalité d'exercer

d'exercer
municipales
justice ou

CX.
une cour
seront te
verneur,
endomm
et la pri
acte, se
rection
maison
applicab
s'appliq
sent act
teelui.

CXI.
dans et
partien
success
cesseur
séder p
aliéner,
cour de
à la mu
y aura

CXII.
de faire
résulta
rance à
bliches,
que du
ployé
magé.

CXIII.
justice
sent ac
jurés
dans c
fonds
(suiva

1.
levées
telles
nicipa

n Bas Canada, té, y comprise n'y aura pas ouis pour comté, à un mme celui ou té, et sur un e dans laquelle rouvé par les e que la dite sera payé anicipales, ou, à être employé à justice; et s'il s le comté, la ont construites comme susdit a construite.

du Bas Canada, dans laquelle il n'y a aucun endroit ne continué comme ne de cent cin-

strict il y a une
l'usage de tel
conseil, pourra
nte à la part du
ou au comté si
té, pour contri-
e et prison ou

strict ci-dessus
sires des travaux
seil ; et tous les
sires relativement
siles, et tous les
ont revêtues les
transport de tels
relatifs aux diis
s sous leur sur-
ont pas incom-
x dites cours de
ar construction,
ul plan ne sera
struction de ces
n'a été approu-
e contenu dans
e municipalité
d'exercer

d'exercer le pouvoir de prendre tous terrains pour des fins municipales devant comprendre la construction d'une cour de justice ou prison.

CX. Toutes les cours qui devront être tenues à l'endroit où une cour de justice sera construite, en vertu du présent acte, seront tenues dans la dite cour de justice, à moins que le gouverneur, dans le cas où l'édifice serait détruit ou grandement endommagé, n'ordonne de les tenir dans quelque autre édifice ; et la prison construite dans tout district, en vertu du présent acte, sera la prison commune, et sera aussi la maison de correction du dit district jusqu'à ce qu'il y soit établi une autre maison de correction ; et toutes les dispositions générales applicables aux cours de justice et prisons dans le Bas Canada s'appliqueront à celles qui seront construites en vertu du présent acte, en autant qu'elles ne seront point incompatibles avec celui.

Les cours
de justice cons-
truites en ver-
tu du présent
acte seront les
lieux où se
tiendront
toutes les
cours ; et les
prisons ainsi
construites
seront des pri-
sons commu-
nes, etc.

CXI. Le titre de propriété des cours de justice et prison, dans et pour chacun des nouveaux districts respectivement, appartiendra au shérif de tel district pour le temps d'alors et à ses successeurs en office pour toujours, et lui et chacun de ses successeurs en office formera une corporation à l'effet de les posséder pour les fins du présent acte, mais sans pouvoir les aliéner, grever ou hypothéquer; et le titre de propriété de toute cour de justice de comté, et du site de telle cour appartiendra à la municipalité de comté pour les intérêts ou droits qu'elle y aura acquis.

**Le titre aux
maisons de
justice et pri-
sons sera con-
féré au shérif.**

XXII. Il sera dû de voir du shérif de chaque nouveau district de faire assurer la cour de justice et prison contre les pertes résultant du feu, pour un montant et par une compagnie d'assurance à être approuvée par les commissaires des travaux publics, et en cas de perte par le feu il aura droit de recouvrer ce que dû en vertu de la police ; et le montant recouvré sera employé pour réparer ou reconstruire l'édifice détruit ou endommagé.

Le shérif fera
assurer.

Il pourra recouvrer en vertu de la police.

CXIII. Pour tenir en bon état de réparations les cours de justice et prisons de districts qui seront érigées en vertu du présent acte dans les nouveaux districts, et pour payer les petits jurés dans les affaires criminelles dans ces districts, il y aura dans et pour chaque tel district un fonds qui sera appelé, “Le fonds de bâtisse et de jurés pour le district de ” (suivant le cas), lequel sera composé de :

Fonds créé pour réparer les maisons de justice et prisons, et pour payer les petits jurés dans les causes criminelles.

1. Toutes amendes, forfeitures et pénalités pécuniaires prélevées dans le district en vertu des ordonnances de police, telles qu'étendues par la vingt-cinquième section de l'acte municipal de 1855, chapitre 100 ;

Amendes en vertu des ordonnances de police.

Amendes sur
convictions
sommaires en
vertu des 4, 5
V. cc. 26, 27.

2. La part de la couronne dans toutes les amendes, forfaitsures ou pénalités pécuniaires prélevées dans le district sur convictions sommaires en vertu des actes de 1841, amendant la loi criminelle, chapitres 26 et 27 ;

Amendes en
vertu de la 7
Geo. 4. c. 3.

3. La part de la couronne dans toutes les amendes, forfaitsures et pénalités pécuniaires prélevées dans le district en vertu de l'acte du culte public du Bas Canada, passé en 1827, chapitre 3 ;

Percentages
sur les deniers
prélevés par le
shérif.

4. Un pour cent sur tous deniers prélevés par le shérif du district, ou par tout huissier y résidant, en vertu d'exécution dans quelque cause civile, le dit pourcentage devant être retenu par le shérif ou l'huissier à même la somme payable à la partie faisant émettre telle exécution ;

Amendes en
vertu de l'acte
pour la puni-
tion des jeunes
délinquants.

5. Toutes amendes prélevées dans le district en vertu de l'acte passé durant cette session pour accélérer le procès et la punition des jeunes délinquants ;

Amendes pré-
levées sur les
jurés, etc.

6. Toutes amendes prélevées dans le district pour mépris de cour, ou pour la non-comparation des jurés ou des témoins, ou pour désobéissance aux ordres de la cour ;

Contribution
annuelle par
les municipa-
lités locales.

7. Une contribution annuelle de chaque municipalité locale dans le district, laquelle contribution sera—de douze louis par année de la municipalité locale dans laquelle telle cour de justice et prison seront érigées,—de six louis par année de chaque autre municipalité locale dans le comté dans lequel telle cour de justice et prison seront érigées,—et de trois louis par année de chaque autre municipalité locale dans le district : les dites contributions seront payées au shérif par telles municipalités, respectivement, dans le mois qui suivra celui où le présent acte aura force de loi en ce qui a rapport aux matières criminelles, et dans le même mois de chaque année pour l'avenir ; et si elles ne sont pas ainsi payées, elles pourront être recouvrées par le shérif alors en office, comme une dette à lui due, ou à son choix elles pourront être par lui prélevées sur les contribuables de la municipalité en défaut, au moyen d'une cotisation également répartie sur la propriété imposable, suivant le rôle d'évaluation alors en force ; et pour percevoir et recouvrer telle cotisation, et les frais de perception, le shérif aura les pouvoirs conférés au secrétaire-trésorier de telle municipalité pour la perception des cotisations dûment imposées et qu'il est chargé de percevoir dans telle municipalité.

Quand paya-
ble et com-
ment recou-
vrée si elle
n'est pas pa-
yée.

Le fonds sera
perçu et dis-
tribué par le
shérif.

Sous quel con-
trôle, etc.

XXIV. Et le fonds mentionné en dernier lieu sera reçu et déboursé par le shérif qui en rendra un compte à l'inspecteur-général, au temps et en la manière et forme que tel officier indiquera, et tel compte sera vérifié par le bureau d'audition ; et le shérif sera considéré comme un officier employé à la perception du revenu dans le sens de l'acte de l'administration du

revenu

1857.

revenu
l'acte
niers
en effe
général

CX
ou agri
recons
bliches,
fonds
à la so
surm
les fra
requis
cipali
parag
versée
par le
agran
payée
manie
fères
le dit
shérif
seront
saires

CX
trouv
appli
muni
par d
qu'il
le dit
contr
natu
pour
quan

C
de l
la co
sero
séda
cour
inca
que

hendes, forfai-
le district sur
11, amendant

hendes, forfai-
strict en vertu
en 1827, cha-

ur le shérif du
u d'exécution
nt être retenu
ble à la partie

et en vertu de
le procès et la

t pour mépris
des témoins,

municipalité locale
douze louis par
cour de justice
chaque autre
l telle cour de
is par année de
trict : les dites
municipalités,
le présent acte
es criminelles,
l'avenir ; et si
tre recouvrées
lui due, ou à
r les contribu-
une cotisation
suivant le rôle
recouvrer telle
ra les pouvoirs
municipalité pour la
qu'il est chargé

u sera reçu et
à l'inspecteur-
tel officier in-
d'audition ; et
employé à la per-
ministration du
revenu

revenu de 1845, chapitre 4, et de l'acte qui l'amende, et de l'acte d'audition de 1855, chapitre 78 ; et tout excédant de deniers formant partie de tel fonds pourra être placé par le shérif en effets du gouvernement, avec l'approbation de l'inspecteur général, et aux conditions qu'il jugera à propos.

CXV. Si en aucun temps il devient nécessaire de reconstruire ou agrandir une cour de justice ou prison de district, elle sera reconstruite ou agrandie par les commissaires des travaux publics, mais aux frais des municipalités dans le district ; et si le fonds créé par les sections immédiatement précédentes, ajouté à la somme (si aucune il y a) recouvrée par le shérif pour l'assurance sur telle cour de justice, ne suffit pas pour défrayer les frais de reconstruction ou d'agrandissement, alors la somme requise pour combler le déficit, sera fournie par les dites municipalités, dans les proportions mentionnées dans le septième paragraphe de la section immédiatement précédente, et sera versée entre les mains du shérif, à tel temps qui sera prescrit par le gouverneur en conseil après que telle reconstruction ou agrandissement aura été commencé, et si elle n'est pas ainsi payée, elle pourra être recouvrée par le shérif en la même manière et avec les mêmes pouvoirs que ceux prescrits et conférés pour le recouvrement des contributions mentionnées dans le dit septième paragraphe ; et les deniers entre les mains du shérif applicables à telle reconstruction ou agrandissement seront déboursés par le shérif sous la direction des commissaires des travaux publics.

Pourvu à la construction et à l'agrandissement de toute cour de justice ou prison de district.

Le shérif déboursera les deniers.

CXVI. Si en aucun temps le dit fonds, dans un district, se trouve trop considérable pour les fins auxquelles il est déclaré applicable, les contributions à être payées au dits fonds par les municipalités locales dans tels districts pourront être diminuées par ordre du gouverneur en conseil jusqu'à telle somme qu'il jugera convenable ; et si en aucun temps dans un district le dit fonds se trouve insuffisant pour les fins d'icelui, les dites contributions pourront être augmentées par un ordre de même nature jusqu'à telle somme que le gouverneur en conseil pourra juger suffisante, mais observant la même proportion quant au montant payable par les diverses municipalités.

Les contributions au fonds pourront être diminuées, si elles sont trop onéreuses, et vice versa.

DISTRICT DE GASPE.

CXVII. La troisième section de l'acte de judicature de Gaspé de 1843, chapitre 17, est par le présent abrogée, et les juges de la cour supérieure qui devront résider dans le district de Gaspé seront choisis en la même manière et parmi les personnes possédant les mêmes qualifications que les autres juges de la dite cour, et auront les mêmes privilèges et seront sujets aux mêmes incapacités et aux mêmes dispositions, quant à la résidence, que les autres juges de la dite cour.

La section 3 de 7 V. c. 17 est abrogée ; les juges dans Gaspé seront nommés, etc., comme dans les autres districts.

CXVIII.

Les juges rési-
dant à Gaspé
tiendront la
cour de circuit.

Pourvu au cas
de récusation
d'un de ces
juges.

CVIII. La cour de circuit dans le district de Gaspé sera ordinairement tenue par l'un des juges de la cour supérieure y résidant; et les dispositions de l'acte en dernier lieu cité ci-dessus relativement aux juges de district s'appliqueront aux dits juges de la cour supérieure; excepté que si le juge tenant ordinairement la cour de circuit en un endroit quelconque, se trouve partie à une cause pendante dans la dite cour ou est récusé, alors elle sera portée à la cour de circuit au chef-lieu dans le comté, ou si telle cause est légalement évoquée à la cour supérieure, alors elle sera transférée à la cour supérieure dans le même comté, pour y être plaidée, instruite et jugée par tout autre juge tenant la cour dans le comté où telle cause aura été transférée à la cour supérieure ou à la cour de circuit (suivant le cas) dans l'autre comté, dans ce cas elle sera ainsi transférée, mais sujette dans l'un et l'autre cas aux mêmes dispositions, sous d'autres rapports, que les causes transférées pour les mêmes raisons de la cour de circuit à la cour supérieure dans d'autres districts.

Section 6 de
7 V. c. 17,
abrogée.

CXIX. La sixième section de l'acte en dernier lieu cité est par le présent abrogée.

Section 2 de
12 V. c. 40,
abrogée.

CXX. La seconde section de l'acte de judicature de Gaspé de 1849, chapitre 40, est par le présent abrogée; et les termes et séances de la cour supérieure, dans le dit district, pourront être tenus par un juge de la dite cour en la même manière que dans les autres districts.

La cour supé-
rieure sera
tenue par un
juge.

Section 7 de
7 V. c. 17,
abrogée.

CXXI. La septième section du dit acte de judicature de Gaspé de 1843, chapitre 17, est par le présent acte abrogée; il n'y aura pas d'appel de la cour de circuit à la cour supérieure dans le dit district; mais, dans les causes sujettes à appel, appel sera interjeté à la cour du banc de la reine siégeant en appel à Québec, sujet aux mêmes dispositions que dans les appels à la dite cour interjetés de la cour de circuit dans d'autres districts, excepté dans les cas d'appel de la cour de circuit dans les Isles de la Magdeleine, lesquels seront régis par les dispositions ci-dessous établies à leur égard.

Appels de la
cour de circuit
seront inter-
jetés à la cour
du banc de la
reine comme
dans les autres
districts.

Les termes de
la cour supé-
rieure et de
circuit conti-
nueront à exis-
ter tels qu'au-
jourd'hui, jus-
qu'à ce qu'ils
soient chan-
gés.

CXXII. Les termes de la cour de circuit dans le district de Gaspé continueront d'être tenus aux endroits et aux époques mentionnés dans la onzième section de l'acte en dernier lieu cité, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par proclamation du gouverneur; et les termes de la cour supérieure dans le dit district continueront d'être tenus aux endroits et aux époques maintenant fixés par ou en vertu de l'autorité du dit acte, et de l'acte de 1851, chapitre 19, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par proclamation comme susdit.

Les comtés de
Gaspé et de
Bonaventure
seront censés
être des dis-

CXXIII. Nonobstant toute chose contenue à ce contraire dans le présent acte ou tout acte antérieur, chacun des dits comtés de Bonaventure et de Gaspé sera considéré comme un district séparé, en autant qu'il se rapporte au comté dans lequel sera commencée ou

ou inter-
en cour
de l'aut
ne sera
à moins
des déli
d'action
dure y
séparé
s'appli
la mise
registre
double
tiendra
que con

CXX
dans to
juge à
supérie
un gre
et pou
et le s
conjoin
alors p
la prop
cas du
lui oco
devoir
et cha
ment
pour v
déput
shérif
tenu
pêcha
shérif
cour
chef-
conjo

CX
ne se
ment
acte.

E
Mag
sitio
icel

le Gaspé sera
et supérieure y
mier lieu cité
pliqueront aux
le juge tenant
quelconque, se
our ou est réu-
chef-lieu dans le
à la cour supé-
rieure dans le
e partout autre
aura été trans-
lle soit transfé-
(suivant le cas)
transférée, mais
positions, sous
our les mêmes
e dans d'autres

ier lieu cité est

ature de Gaspé
et les termes et
et, pourront être
nière que dans

le judicature de
e abrogée; il
cour supérieure
es à appel, ap-
e siégeant en
ue dans les ap-
t dans d'autres
de circuit dans
par les dispo-

le district de
t aux époques
n dernier lieu
par proclama-
périeure dans
droits et aux
autorité du dit
e qu'il en soit
lit.

contraire dans
lits comtés de
district séparé,
ra commencée
ou

ou intentée une poursuite ou procédure en matière civile
en cour supérieure ou en cour de circuit au chef-lieu de l'un ou
de l'autre comté, de manière que nulle poursuite ou procédure
ne sera commencée ou intentée dans l'un ou l'autre comté,
à moins qu'à raison de la résidence du défendeur ou de l'un
des défendeurs dans tel comté, ou à raison de ce que la cause
d'action aurait originé dans tel comté, la poursuite ou procé-
dure y aurait pu être commencée s'il eut été un district
séparé; mais rien de contenu dans la présente section ne
s'appliquera à une poursuite ou procédure pendante lors de
la mise en force d'icelle; et il ne sera pas nécessaire que les
registres et plunitifs de la cour supérieure soient tenus en
double dans le dit district de Gaspé, mais la cour supérieure
tiendra séparément ses registres et plunitifs dans et pour cha-
que comté.

tricts pour cer-
tains objets.

Les registres,
etc., ne seront
pas tenus en
double.

CXXIV. Nonobstant toute chose à ce contraire contenue
dans tout acte antérieur, il sera loisible au gouverneur, s'il le
juge à propos, de nommer un shérif, un protonotaire de la cour
supérieure, un greffier de la cour de circuit au chef-lieu,
un greffier de la couronne, et un greffier de la paix, dans
et pour chacun des comtés de Gaspé et de Bonaventure,
et le salaire maintenant alloué aux personnes qui occupent
conjointement ces charges, pour tout le district de Gaspé, sera
alors partagé entre ceux qui les occuperont séparément, suivant
la proportion que le gouverneur en conseil prescrira; et dans le
cas du décès d'aucun des dits officiers, le député nommé par
lui occupera temporairement la charge et en remplira tous les
devoirs jusqu'à ce que le successeur du dit officier soit nommé;
et chaque tel officier dans l'un et l'autre comté aura, relative-
ment à son comté, les pouvoirs de l'officier semblable dans et
pour un district; et le shérif du comté de Gaspé nommera un
député dans et pour les Isles de la Magdeleine, comme le
shérif du district de Gaspé pourrait le faire; mais rien de con-
tenu dans la présente section ne sera interprété comme em-
pêchant le gouverneur de continuer en emploi ou nommer un
shérif pour tout le district, ou des protonotaires conjoints de la
cour supérieure ou des greffiers conjoints de la cour de circuit au
chef-lieu, des greffiers conjoints de la couronne, ou des greffiers
conjoints de la paix, s'il le juge expédient de faire.

Des shérif,
protonotaires,
etc., pourront
être nommés
pour chacun
des comtés de
Gaspé et Bon-
aventure.

Les députés
agiront en cas
de mort, etc.

Députés s'érif
pour les Isles
de la Magde-
leine.

Proviso.

CXXV. Toutes les dispositions générales du présent acte, qui
ne sont pas incompatibles avec celles qui s'appliquent spécia-
lement au district de Gaspé, dans le présent ou dans tout autre
acte, s'appliqueront au dit district.

Les disposi-
tions générales
du présent acte
s'appliqueront
à Gaspé.

ISLES DE LA MAGDELEINE.

Et attendu que la position particulière des Isles de la
Magdeleine, dans le Golfe St. Laurent, demande des dispo-
sitions spéciales concernant l'administration de la justice en
icelles en conséquence;

Exposé.

CXXVI.

Juridiction de la cour de circuit siégeant aux Isles de la Magdeleine.

Pouvoirs du greffier ; nulle offence civile ne sera évoquée.

Procédures dans la dite cour aux Isles de la Magdeleine.

Les plaidoyers se feront de vive voix et *instantier*.

Deux termes seront tenus par année.

Jour rapportable.

Appel de la cour de circuit au banc de la reine à Québec.

Après quel délai tel appel pourra être entendu à Québec.

CXXVI. Les dites Isles continueront à former un circuit par elles-mêmes, et la cour de circuit y siégeant n'aura pas juridiction concurrente avec la dite cour siégeant dans tout autre endroit dans le district de Gaspé, et la cour de circuit de tout autre endroit dans le dit district n'aura pas juridiction concurrente avec la cour siégeant dans et pour le dit circuit des Isles de la Magdeleine, et la cour de circuit aura, relativement au dit circuit des Isles de la Magdeleine, la même juridiction en matières civiles que la cour supérieure dans tout autre endroit ; et le greffier de la dite cour aura les mêmes pouvoirs que le protonotaire de la cour supérieure dans tout autre endroit ; et nulle affaire civile dans la dite cour de circuit n'en sera évocable en raison de la nature, valeur ou montant de la propriété et des deniers qui y sera demandé.

CXXVII. Les procédures dans la dite cour de circuit seront sommaires, comme dans les cas qui ne sont pas sujets à appel, excepté que dans les cas sujets à appel, des notes des témoignages et admissions de vive voix et la substance des plaidoyers seront prises par le juge ou sous sa direction, seront signées par lui et déposées dans le dossier en la manière prescrite par le présent acte, dans les poursuites pour semblable montant dans d'autres circuits ou dans la cour supérieure ; dans chaque cas, les plaidoyers se feront *instantier* comme dans les causes non sujettes à appel, et se feront de vive voix, à moins que le juge, sur la demande des parties qui auront leurs plaidoyers écrits lorsqu'ils feront telle demande, ne l'ordonne autrement.

CXXVIII. Il y aura chaque année, dans le dit circuit, deux termes de la dite cour dont l'un sera appelé et connu comme le terme du printemps, et l'autre comme le terme d'automne, et le jour auquel chaque terme commencera et finira sera déterminé par proclamation du gouverneur et pourra être changé en la même manière ; mais les dits termes pourront être continués par le juge jusqu'à ce qu'il déclare qu'il n'y a point d'affaires devant la cour et ferme le terme ; et chaque jour dans le terme sera jour rapportable pour brefs de sommation et poursuites devant la dite cour qui ne seront rapportables en aucun jour hors de terme.

CXXIX. Il y aura appel d'un jugement de la cour de circuit dans les dites Isles de la Magdeleine à la cour du banc de la Reine siégeant comme cour d'appel et de pourvoi pour erreur à Québec, dans tous les cas où droit d'appel à la dite cour eut existé, si le jugement eut été rendu dans la cour supérieure ou dans la cour de circuit de tout autre endroit ; mais quelle que soit la somme de deniers ou la valeur de la chose réclamée dans tel cas, les procédures en appel seront les mêmes que dans les appels interjetés de la cour de circuit, excepté que le premier jour auquel la cause pourra être entendue dans la dite cour du banc de la reine sera le premier jour juridique du terme qui viendra après le quatre-vingt-dixième jour qui sera écoulé depuis le prononcé du jugement porté en appel, s'il est rendu

rendu dans leine, et vira après jugement les ; ma dans les comme d

CXXX alégera l'admission maintenant et le greff à cette fin rieur.

CXXX Magdele dans les qui sont comté de

CXXX circuit s locale de les mêm

CXXX le fonds cour de sur un t et approu nère et la const veaux commu quants de paix pour la procès (indict prison

CXXX qui rés cour de y déter matière les d relativ prison se ratt

er un circuit par
n'aura pas juri-
dans tout autre
le circuit de tout
ridiction concou-
circuit des Isles
relativement au
même juridiction
ns tout autre en-
mêmes pouvoirs
s. tout autre en-
de circuit n'en
ou montant de la

rendu dans le terme du printemps dans les Isles de la Magdeleine, et sera le premier jour juridique du terme qui s'ouvrira après le premier jour de juin qui suivra le prononcé du jugement, s'il est rendu dans le terme d'automne dans les dites Isles; mais le cautionnement au dit appel devra être donné dans les quinze jours qui suivront le prononcé du jugement, comme dans les autres endroits.

Cautionnement devra être donné dans les 15 jours.

Admission des huissiers, etc.

r de circuit seront
as sujets à appel,
notes des témoi-
ce des plaidoyers
eront signées par
prescrite par le
ble montant dans
e; dans chaque
dans les causes
, à moins que le
leurs plaidoyers
une autrement.

CXXX. Tout juge de la cour supérieure pendant qu'il siégera dans les Isles de la Magdeleine aura, relativement à l'admission des huissiers, tous les pouvoirs et autorités qui sont maintenant accordés à la cour supérieure dans le Bas Canada, et le greffier de la cour de circuit tenue dans les dites Isles aura à cette fin tous les pouvoirs du protonotaire de la cour supérieure.

CXXXI. Le greffier de la cour de circuit dans les Isles de la Magdeleine sera *ex officio* député greffier de la paix et aura, dans les limites des dites Isles, tous les pouvoirs et autorités qui sont accordés au greffier de la paix pour le district ou le comté de Gaspé.

Le greffier de la C. C. sera député greffier de la paix.

dit circuit, deux
connu comme le
d'automne, et le
ra sera déterminé
tre changé en la
être continués par
d'affaires devant
de terme sera jour
tes devant la dite
hors de terme.

CXXXII. La cour de justice ou lieu dans lequel la cour de circuit sera tenue, sera fourni par et aux frais de la municipalité locale des dites Isles, en la même manière qu'ailleurs et sous les mêmes dispositions.

Site de la cour de justice et prison.

la cour de circuit
du banc de la
rvoi pour erreur
la dite cour ent
ur supérieure ou
mais quelle que
chose réclamée
les mêmes que
uit, excepté que
entendue dans la
cour juridique du
me jour qui sera
n appel, s'il est
rendu

CXXXIII. Une somme de quatre cents louis sera prise à même le fonds des municipalités du Bas Canada pour construire une cour de justice et prison dans les dites Isles de la Magdeleine, sur un terrain qui sera fourni par la municipalité des dites Isles et approuvé par les commissaires des travaux publics, en la manière et sujet aux dispositions établies ci-dessus relativement à la construction des cours de justice et prisons dans les nouveaux districts; et telle prison sera employée comme prison commune et maison de correction pour la détention des délinquants légalement condamnés à l'emprisonnement par un juge de paix ou l'autorité compétente dans les dites Isles, et, aussi pour la détention des personnes emprisonnées pour subir leur procès pour une offense poursuivable par acte d'accusation (*indictment*), jusqu'à ce qu'elles puissent être transportées à la prison commune du district.

£400 accordés pour construire une maison de justice et prison dans les dites Isles.

A quelle fin servira la prison.

CXXXIV. Le shérif du district de Gaspé nommera un député qui résidera aux Isles de la Magdeleine, et aura la charge de la cour de justice et de la dite prison et de toutes les personnes y détenues et sous garde, et aura les pouvoirs du shérif dans les matières civiles et criminelles qui se rattacheront aux dites Isles de la Magdeleine ainsi qu'au reste du district de Gaspé relativement au transport des prisonniers des dites Isles à toute prison commune dans le dit district, et autres matières qui se rattachent nécessairement à l'administration de la justice dans

Le shérif de Gaspé nommera un député pour les Isles de la Magdeleine.

Proviso.

dans les dites Isles, et tous autres pouvoirs en outre que le shérif pourra juger à propos de lui confier : pourvu toujours que le dit shérif aura un autre député pour toutes fins dans ces comtés de son district dans lequel il ne résidera pas.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Pourvu au cas où le shérif d'un district en serait aussi le coroner.

CXXXV. Si le shérif d'un district en est aussi le coroner comme il pourra l'être en vertu du présent acte, alors si le shérif est intéressé ou autrement inhabile à agir officiellement dans l'affaire, soit comme shérif soit comme coroner, le protonotaire de la cour supérieure pour le district ou son député agira en la dite matière au lieu et place du dit shérif, et comme si la procédure ou l'ordre (s'il en est un) eut été adressé à lui ou qu'il lui eut été enjoint par l'autorité compétente à agir ainsi.

Les shérifs, protonotaires, etc., pourront avoir plus d'un député.

CXXXVI. Tout shérif, coroner, protonotaire ou greffier de cours ou autre officier ministériel de justice, pourra nommer ou nommera un ou plusieurs députés pour la dépêche des affaires de son bureau.

Disposition pour le transport de prisonniers lorsqu'une prison ne sera pas sûre, ou qu'elle sera encombrée.

CXXXVII. Si le shérif d'un district considère qu'une prison dans son district n'assure pas suffisamment la détention des prisonniers, ou considère qu'elle est trop encombrée de détenus, rapportera le fait au gouverneur qui pourra autoriser la translation des prisonniers détenus dans telle prison ou aucune d'elle à toute autre prison dans le Bas Canada, pour y être détenus jusqu'à ce qu'ils soient dûment élargis suivant la loi, ou jusqu'à ce qu'ils soient de nouveau ramenés dans la prison d'où ils ont été ainsi transportés, soit pour avoir leur procès dans la cour compétente ou être détenus encore dans telle prison lorsqu'elle aura été mise en meilleur état de sûreté ou qu'elle ne sera plus encombrée ; et une lettre du secrétaire provincial, autorisant la translation ou le retour des dits prisonniers, sera suffisante, et en vertu d'icelle et du présent acte, le shérif aura plein pouvoir de transporter ou ramener les dits prisonniers suivant le cas, et lui ou ses députés, en agissant ainsi, auront relativement aux prisonniers dans le district auquel ils seront transportés et dans tout district qu'ils traverseront avec eux, les pouvoirs qu'ils auraient dans leur propre district ; et le shérif et le geolier du district dans la prison duquel les prisonniers seront transportés et leurs députés auront sur eux, depuis le temps où ils auront été remis aux dits shérif ou geolier, les mêmes pouvoirs qu'ils auraient eus si les dits prisonniers eussent été emprisonnés en premier lieu dans la prison du district mentionné en dernier lieu.

Les juges de la cour supérieure pourront présider aux sessions de quartier, ex-

CXXXVIII. Chacun des juges de la cour supérieure aura le pouvoir, excepté dans les cités de Québec et de Montréal, de tenir toute cour de sessions de quartier ; et chaque fois qu'un tel juge tiendra telle cour, il la tiendra seul sans l'assistance d'aucun juge de paix, et il sera de son devoir de tenir toute

telle

telle cour
lui sera as
trée faute
et le recon
l'une et l'a
der comme
cité dans l
de police,
d'aucun ju
surintenda
de tenir la
la dite cou
alors l'insp
la cour, e
pecteur et
présidera

CXXXIX
proclamat
cours de s
cun des d
mais les d
périodes n
ainsi chan
nouveaux
soient fixé

CXL. M
la présent
notaires,
sous les s
tonotaire
droit où le
pratiquer
d'avoir le
comme n
charge ; e
partie des
de la dite
pour lequ
deniers q
raires.

CXLI.
ième ou c
du notari
de tout n
qui déco
refusera
ou qui a
Jonné s
retrier de

en outre que
survont toujours qu
es fins dans cel
sidéra pas.

aussi le corone
ete, alors si t
agir officiellem
coroner, le prob
et ou son dépur
it shérif, et comm
été adressé à le
compétente à ag

ire ou greffier d
pourra nommer
épêche des affaire

dère qu'une pris
a détention des p
brée de détenus.
autoriser la trans
ou aucune d'elle
y être détenus jus
t la loi, ou jusqu
prison d'où ils ou
procès dans la co
le prison lorsqu'el
qu'elle ne sera plu
neal, autorisant l
sera suffisante, e
aura plein pouv
s suivant le cas, t
ut relativement au
transportés et dan
les pouvoirs qu'
rif et le geolier d
eront transportés
ps où ils auront é
pouvoirs qu'ils au
emprisonnés en pr
né en dernier lie

supérieure aura
et de Montréal, d
t chaque fois qu'
t sans l'assistanc
avoir de tenir tout
tell

elle cour tenue dans le district dans lequel il résidera ou qui lui sera assigné, quand autrement la justice ne serait administrée faute d'un quorum de juges de paix pour tenir telle cour; et le recorder ou inspecteur et surintendant de police, dans l'une et l'autre des cités de Québec ou Montréal, pourra présider comme président toute cour de sessions de quartier dans la cité dans laquelle il est recorder ou inspecteur et surintendant de police, ou pourra tenir telle cour seul, sans l'assistance d'aucun juge de paix, et il sera du devoir de l'inspecteur et du surintendant de police de présider ainsi comme président ou de tenir la cour suivant le cas: pourvu que si, à une séance de la dite cour, il surgit un cas d'appel d'une décision du recorder, alors l'inspecteur et surintendant de police tiendra ou présidera la cour, et si tel cas d'appel surgit d'une décision de l'inspecteur et surintendant de police, alors le recorder tiendra ou présidera la cour.

CXXXIX. Le gouverneur pourra de temps à autre fixer par proclamation les périodes auxquelles et durant lesquelles les cours de sessions de quartier seront tenues, dans tous et chacun des districts, et pourra les changer en la même manière; mais les dites cours seront tenues dans les districts actuels aux périodes maintenant fixées par la loi jusqu'à ce qu'elles soient ainsi changées, et nulle telle cour ne sera tenue dans aucun des nouveaux districts avant que les périodes pour les tenir ne soient fixées par proclamation.

CXL. Dans les trois mois qui suivront la mise à effet de la présente section, toutes les minutes, répertoires et index des notaires, et tous documents et papiers officiels d'un notaire sous les soins d'une chambre de notaires, seront transmis au protonotaire de la cour supérieure dans le district comprenant l'endroit où le dit notaire est mort ou résidait lorsqu'il a cessé de pratiquer, ou l'endroit où il pratiquait immédiatement avant d'avoir laissé la province ou d'être devenu inhabile à agir comme notaire, ou avant son interdiction ou sa destitution de charge; et les dits papiers étant ainsi transmis resteront comme partie des archives du bureau du dit protonotaire; et les frais de la dite transmission seront payés par le protonotaire du district pour lequel la chambre des notaires aura été établie, à même les deniers qu'il touchera et qui appartiennent au fonds des honoraires.

CXLI. Nonobstant toute chose à ce contraire dans la troisième ou dans la neuvième section de l'acte relatif à l'organisation du notariat de 1850, chapitre 39, les minutes, répertoires et index de tout notaire pratiquant dans un district dans le Bas Canada, qui cèdera ou deviendra inhabile à agir comme tel, ou qui refusera de pratiquer ou de livrer copies de ses titres notariés, ou qui aura été interdit ou destitué de sa charge, ou aura abandonné son domicile dans le Bas Canada, ou qui désirera se retirer de la pratique, seront déposés par lui ou par la partie aux soins

cepté à Qué.
bec et à Mon-
tréal.

Quand ils de-
vront tenir
telle cour.

Le recorder ou
le surintendant
devront tenir
cette cour à
Québec et
Montréal.

Proviso.

Le gouverneur
fixera le temps
de la tenue des
cours de ses-
sions de quar-
tier.

Les minutes,
etc., des nota-
ires décédés
seront trans-
férées des
chambres de
notaires au
protonotaire
de la C. S. du
district.

Frais de trans-
port, comment
payés.

Les minutes,
etc., des nota-
ires décédés
seront trans-
mises au pro-
tonotaire du
district, et non
à la chambre
des notaires.

soins de laquelle il les aura confiés, ou par ses héritiers ou représentants légaux, dans le bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district dans lequel tel notaire aura résidé, lieu d'être déposés entre les mains du secrétaire d'une chambre de notaires.

Droits et pouvoirs du protonotaire ayant charge des dites minutes.

CXLIII. Le protonotaire dans le bureau et sous les soins duquel toutes minutes et documents notariés seront ou devront être déposés, en vertu des deux dernières sections précédentes, aura, pour exiger tel dépôt, le droit d'action accordé au secrétaire de la chambre des notaires par la dite neuvième section du dit acte de 1850, chapitre 39, et la dite action pourra être instruite, plaidée et décidée en la manière qui y est prescrite sous les pénalités pour exécution de jugement qui y sont imposées; et généralement la dite neuvième section sera interprétée et mise à effet, quant aux notaires qui seront décédés auront cessé de pratiquer pendant qu'ils résidaient dans le district, en substituant le protonotaire du dit district à la chambre des notaires ou secrétaire de la dite chambre, suivant le cas; et le dit protonotaire aura les mêmes pouvoirs et le droit aux mêmes honoraires et émoluments pour recherches, copies que le dit secrétaire aurait reçus, et paiera pareillement à même les dits deniers, la même proportion de deniers à veuve ou aux représentants du notaire décédé.

Le gouverneur en conseil autorisé à faire un tarif d'honoraires pour certains officiers, tant dans les nouveaux que dans les anciens districts.

CXLIII. Le pouvoir accordé au gouverneur en conseil par la huitième section de l'acte de 1855, chapitre 98, de faire, changer ou abroger tout tarif d'honoraires pour certains officiers de la cour supérieure et de la cour de circuit, est par le présent acte étendu jusqu'au pouvoir de faire et de changer ou abroger tout tarif d'honoraires (établi soit par acte du parlement soit autrement) pour le greffier de la cour d'appel, les shérifs, greffiers de la couronne et de la paix, crieurs, assistants-crieurs ou huissiers audienciers, et tous les autres officiers de justice dont les honoraires, en vertu du dit acte ou de l'acte de 1850, chapitre 37, doivent former partie du fonds spécial créé par l'acte mentionné en dernier lieu, et aussi pour tous les greffiers des cours de circuit ou circuits maintenant existant dans les districts actuels; et tel pouvoir du gouverneur en conseil de faire, changer ou abroger de temps à autre tout tel tarif pour tous les officiers respectivement, est par le présent acte étendu au pouvoir de faire, et de changer ou abroger, de temps à autre, tout tarif d'honoraires pour les officiers de justice de même fonction dans les nouveaux districts, et nommément tant pour les officiers de justice dont les honoraires en vertu de la quatrième, seizième section de cet acte doivent être versés entre les mains du receveur-général, que pour les greffiers, crieurs, assistants-crieurs ou huissiers audienciers des cours de circuit ou circuits à être établis en vertu de cet acte; et cette partie des dits actes de 1849, chapitres 37 et 38, ou de tout autre acte qui donne aux juges de la cour du banc de la reine ou de la cour supérieure le pouvoir de faire, amender ou abroger tout tarif d'honoraires

pour les officiers par le présent section sera soit abrogé ou remplacé par les nouveaux q

CXLIV.

être, d'après d'un endroit le bureau de paiera le notaire, avant qu'il ne soit retard causé sera imputé

CXLV.

sent acte ou tenue d'un t aura un ord dite cour pe tel changem où la cour n telle person ou extraord sans tel cha

la cour ne fi l'endroit où documents tiers com continueron

CXLVI.

ou circuit o juge de pai lorsque ce e ou procédu à l'endroit sera renvoy commencé pment ne fu

CXLVII.

l'aucun te autre acte, sent acte o pour pourr este aucu cours suivie ment ét

terme tel que fixé par acte ou proclamation, il reste encore quelque procès, matière ou procédure à être instruite ou poursuivie par devant la cour, et qui, dans l'opinion du juge ou des juges tenant la dite cour, ne peut être remise, avec le même avantage pour toutes les parties, au terme alors prochain, le juge ou les juges auront plein pouvoir de prolonger le terme par ajournement de jour en jour, ou jusqu'à un jour avant le terme alors prochain; et chaque séance de la cour conformément à ces ajournements sera censée avoir lieu durant le terme.

Le présent acte n'affectera pas les chambres de notaires ni les sections du barreau :

Mais de nouvelles sections et chambres pourront être constituées.

Proviso des
nouvelles sec-
tions ou cham-
bres.

**Interprétation
du présent
acte, et com-
ment il sera
compris.**

Interprétation de certaines expressions.

CXLVIII. Nonobstant tout changement survenu dans les limites d'un district en vertu du présent acte, les diverses sections du barreau et chambres de notaires dans le Bas Canada, ne seront pas affectées par tel changement, mais conserveront leurs limites locales actuelles et leur présente juridiction, jusqu'à ce qu'elles soient changées par proclamation ; mais le gouverneur pourra, par proclamation, chaque fois que, dans son opinion, les circonstances pourront l'exiger, constituer une section ou des sections du barreau ou une chambre ou des chambres de notaires dans et pour tout district ou districts qu'il jugera à propos de désigner comme les limites locales de toute telle section ou chambre, et les limites locales de toutes sections ou chambres antérieurement constituées pourront être réduites en conséquence par telle proclamation, mais leur organisation et leurs pouvoirs ne seront pas affectés, excepté en autant qu'ils dépendent de telles limites locales ; et toute telle proclamation entrera en force quant à chaque section ou chambre, à compter du jour qui y sera indiqué à cette fin : et chaque telle section du barreau, ou chaque telle chambre de notaires ainsi constituée par proclamation, aura tous les pouvoirs, droits et privilèges attribués et appartenant respectivement en vertu de la loi, soit à toute section du barreau maintenant existante, soit à toute chambre de notaires aussi maintenant existante.

CXLIX. Les dispositions du présent acte et celles des divers actes y mentionnés sur des sujets de même nature, seront interprétées comme se rattachant les unes aux autres, et comme parties de la même loi ; et la section cent treize de l'acte de judicature de 1849, chapitre 38, et toutes autres dispositions passées pour l'interprétation de cet acte, s'étendront à l'interprétation du présent acte ; et l'abrogation expresse des dispositions particulières des actes antérieurs ne sera pas interprétée comme laissant en force toute autre disposition du même acte ou de tout autre acte incompatible avec le présent acte, mais toute telle disposition sera censée être abrogée.

CL. Les diverses expressions “cour du banc de la Reine à (un endroit)” — “cour supérieure à (un endroit)” — ou “cour de circuit à (un endroit)” dans le présent acte ou dans tout autre acte, ou dans tout document ou pièce de procédure, seront censées signifier tout juge ou juges tenant légalement telle cour ou en exerçant les pouvoirs en tel endroit — et ne seront pas censées signifier

te encore quelq
poursuivie par
des juges tenne
ne avantage pos
le juge ou le
rme par ajourn
le terme ale
formément à e
terme.

rrvenu dans les l
diverses section
Bas Canada, n
conserveront leur
diction, jusqu'à e
mais le gouverne
ns son opinion, le
ne section ou de
mbres de notaire
jugera à propos d
le telle section c
ions ou chambre
éduites en cons
ganisation et leur
tant qu'ils de
elle proclamation
chambre, à comp
chaque telle secti
es ainsi constitu
droits et privilèg
ertu de la loi, so
stante, soit à tou
nte.

et celles des diver
me nature, seron
x autres, et comme
t treize de l'acte
autres disposition
ndront à l'interpr
se des disposition
interprétée comm
ême acte ou de tou
p, mais toute tell

banc de la Reine
droit)"—ou "cour
ou dans tout autre
cédure, seront cen
ement telle cour ou
seront pas censées
signifie

signifier tous les juges de telle cour ou une majorité ou autre nombre d'entre eux, à moins qu'il ne soit ainsi exprimé, ou que le contexte exige clairement telle interprétation : et chaque fois que dans le présent acte tout autre acte est mentionné comme l'acte de (1849, ou suivant le cas), telle mention sera censée signifier l'acte de la législature de cette province passé dans l'année de notre seigneur indiquée : les termes ou chiffres insérés après, et le chapitre inséré après en termes ou en chiffres sera censé être le chapitre que le dit acte forme dans les exemplaires des actes de la dite législature imprimés et publiés par autorité par l'imprimeur de Sa Majesté ; mais cette disposition ne sera pas interprétée de manière à affaiblir l'effet de l'acte d'interprétation, en vertu duquel toute formule abrégée de mention de tout acte ou partie d'acte suffit et suffira si elle peut se comprendre.

Citation d'autres actes dans le présent acte.

Cette disposition n'altérera pas l'acte d'interprétation.

CLI. L'expression "cour de sessions de quartiers" dans le présent acte, signifiera toute cour de sessions générales de la paix, soit qu'elle soit tenue dans les trois mois, soit qu'elle le soit à tout autre intervalle de temps.

Cour de sessions de quartiers.

CLII. Le préambule du présent acte avec toutes les sections d'icelui depuis une jusqu'à cinq, l'une et l'autre inclusivement, et la cédule A, mentionnée dans la section une,—la section vingt—toutes les sections depuis cent jusqu'à cent douze, l'une et l'autre inclusivement,—la section cent trente-trois, et les sections cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante-et-une, et la présente section,—seront en force immédiatement lors de la passation du présent acte ;

Commencement des diverses parties du présent acte.

Les sections suivantes du présent acte, savoir : toutes les sections depuis six jusqu'à dix-neuf, l'une et l'autre inclusivement,—toutes les sections depuis vingt-et-une jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf, l'une et l'autre inclusivement, avec la cédule B mentionnée dans la section vingt-quatre,—toutes les sections depuis cent dix-sept jusqu'à cent trente-deux, l'une et l'autre inclusivement,—toutes les sections depuis cent trente-quatre jusqu'à cent quarante-huit, l'une et l'autre inclusivement,—entreront en force le jour qui sera fixé à cette fin par le gouverneur dans une proclamation qu'il émettra lorsqu'il se sera assuré qu'il y a, au chef-lieu dans chaque district dans le Bas Canada, un logement avec accessoires suffisants de nature permanente ou temporaire, pour y tenir la cour supérieure et la cour de circuit, et pas avant ;

Et les autres sections du présent acte entreront en force le jour qui sera fixé à cette fin par le gouverneur dans une proclamation qu'il émettra quand il se sera assuré qu'il y a, au chef-lieu dans chaque district dans le Bas Canada, une cour de justice et prison propres à toutes les fins de l'administration de la justice, et pas avant ;

Pourvu toujours, que la mise en force d'aucune partie du présent acte n'apportera aucun changement dans la juridiction locale

Proviso :
Quant à la

locale

mise en force
d'aucune par-
tie du présent
acte.

locale de la cour supérieure ou de la cour de circuit, dans et pour aucun des districts ou circuits actuels, jusqu'au jour qui sera fixé comme le jour auquel le présent acte aura son plein effet en matières civiles, dans les premières proclamations qui seront émises tel que mentionné dans la troisième section du présent acte ;

Autres disposi-
tions sur les
mêmes ma-
tières.

Et pareillement, la mise en force du présent acte en tout ou en partie, n'apportera aucun changement dans la juridiction locale de la cour du banc de la reine, dans et pour aucun des districts actuels, dans l'exercice de sa juridiction en première instance en matières criminelles, ni dans la juridiction locale d'aucune cour de sessions de quartier ou autre cour ayant juridiction en matières criminelles, ou d'aucun juge de paix ou autre fonctionnaire ou officier ayant juridiction ou devoir à remplir en matières criminelles, ni dans la juridiction locale ou autorité d'aucun juge de paix en matières civiles ou autrement, jusqu'au jour qui sera fixé comme le jour auquel le présent acte aura son plein effet en matières criminelles, dans la première proclamation qui sera émise, tel que mentionné dans la quatrième section du présent acte.

CÉDULE A.

NOM DU DISTRICT.	ENDROITS COMPRIS.	CHEFS-LIEUX.
Outaouais	Comtés de Outaouais et Pontiac.	Village d'Aylmer.
Montréal.....	Comtés de Hochelaga, Jacques Cartier, Laval, Vaudreuil, Soulanges, Laprairie, Chambly, et Verchères; et la cité de Montréal.	Cité de Montréal.
Terrebonne	Comtés de Argenteuil, Deux-Montagnes, et Terrebonne.	Village de Ste. Scholas- tique.
Joliette	Comtés de L'Assomption, Montcalm, et Joliette.	Village d'Industrie

CÉDULE

C É D U L E A .—Continuation.

NOM DU DISTRICT.	ENDROITS COMPRIS.	CHEFS-LIEUX.
Richelieu.....	Comtés de Richelieu, Yamaska, et Berthier.	Bourg de Sorel.
Trois-Rivières ...	Comtés de Maskinongé, St. Maurice, (y compris la ville des Trois-Rivières.) Champlain, et Nicolet.	Ville des Trois-Rivières.
Québec.....	Comtés de Portneuf, Québec, Montmorency, Lévi, Lotbinière; et la cité de Québec.	Cité de Québec.
Saguenay	Comtés de Charlevoix, Saguenay, et Chicoutimi.	Paroisse de St. Etienne de la Malbaie ou de Murray Bay.
Gaspé.....	Comtés de Gaspé, et Bonaventure.	New Carlisle, dans le comté de Bonaventure. Percé dans le comté de Gaspé.
Rimouski.....	Comté de Rimouski.	Paroisse de St. Germain de Rimouski.
Kamouraska.....	Comtés de Kamouraska, et Témiscouata.	Paroisse de St. Louis de Kamouraska.
Montmagny	Comtés de L'Islet, Montmagny, et Bellechasse.	Village de Montmagny.
Beauce.....	Comtés de Beauce, et Dorchester.	Paroisse de St. Joseph de la Beauce.
Arthabaska.....	Comtés de Megantic, Arthabaska, et Drummond.	Paroisse de St. Chris- tophe d'Arthabaska.

C É D U L E A. — *Continuation.*

NOM DU DISTRICT.	ENDROITS COMPRIS.	CHEFS-LIEUX.
St. François.....	Comtés de Richmond, (y compris la ville de Sherbrooke, Wolfe, Compton, et Stanstead.	Ville de Sherbrooke.
Bedford.....	Comtés de Shefford, Mississcoui, et Brome.	Nelsonville, dans le township de Dunham.
St. Hyacinthe....	Comtés de St. Hyacinthe, Bagot, et Rouville.	Ville de St. Hyacinthe.
Iberville.....	Comtés de St. Jean, Napierville, et Iberville.	Ville de St. Jean.
Beauharnois.....	Comtés de Huntingdon, Beauharnois, et Chateauguay.	Village de Beauharnois.

CÉDULE B.

Attendu que dans la (*désignez la cour,*) tenue à
dans le district de le jour de 18
et les jours suivants: A. B, autrefois de ayant été
trouvé coupable de (*felsonie, ou suivant le cas*) et jugement ayant
été prononcé en conséquence à l'effet que (*exposez la substance*
du jugement,) la cour devant laquelle il a subi son procès a
réservé une certaine question de droit à la considération de la
cour du banc de la Reine pour le Bas Canada en appel, et qu'il
a été en conséquence sursis à l'exécution dans l'intervalle; le
présent est pour certifier que la dite cour du banc de la Reine,
siégeant en la cité de (*Montréal*) conformément à la loi, a con-
sidéré que le jugement susdit devrait être (annulé) et qu'une en-
trée devrait être faite sur le dossier à l'effet que le dit A. B.
n'aurait pas dû, dans le jugement de la dite cour, avoir été con-
vaincu de la félonie susdite (*ou suivant le cas*), et vous êtes par
le

le présent
garde, ou

Au shérif
et au
et

TORONTO

le présent requis (d'élargir immédiatement le dit A. B. de votre garde, *ou suivant le cas.*)

E. F.

Greffier de, etc. (*nom de la cour.*)

Au shérif de
et au geolier de
et à tous autres que les présentes concerneront.

TORONTO:—Imprimé par S. DERBISHIRE et G. DESBARATS,
Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine.

VS-LIEUX.

Sherbrooke.

ille, dans le
ip de Dunham.

St. Hyacinthe.

St. Jean.

de Beauharnois.

à
ur de 18
ayant été
jugement ayant
sez la substance
si son procès a
sédération de la
n appel, et qu'il
l'intervalle; le
ne de la Reine,
à la loi, a con-
é) et qu'une en-
ue le dit A. B.
r, avoir été con-
et vous êtes par
le